Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 7 *New York : Tel : (718) 812-2820; • **Montréal** (514) 321-6434; • **Port-au-Prince**: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***16 -23 février 2022***

INSÉCURITÉ TOTALE, LA POLICE SOUS ÉQUIPÉE... LA POPULATION EN DÉTRESSE

Des lobbyistes engagés pour USD 800 000 $

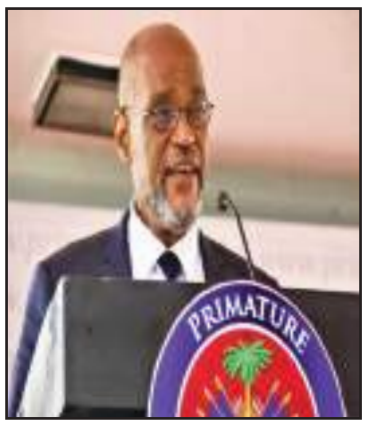
Le pillage de la caisse publique continue... le peuple crève de faim...

Par Léo Joseph

De parlementaire dénonciateur de corruption au citoyen activiste, l'ex-sénateur a son lot de dénonciations de dérives du régime PHTK. Il vient de réaliser un gros coup en exposant des contrats passés, dans des conditions jugées illégales, avec des firmes américaines, au moment où l'insécurité bat son plein, la population est menacée de famine, la Police nationale manque de moyens pour se colleter avec les bandits armés semant le deuil dans les familles, kidnappant les citoyens en sus de violer et voler qui, quand et où ils veulent.

En effet, fouineur par excellence, Youri Latortue a levé le voile sur deux contrats séparés, que l'ambassadeur d'Haïti à Washington, Bochitt Edmond, a signé avec des firmes de lobbyistes, dont la mission consiste à embellir l'image du régime PHTKiste dirigé par Ariel Henry, aux yeux du monde, particulièrement du gouvernement américain.

M. Latortue a dénoncé ces faits, lors d'une intervention publique, dans les média. Ces révélations sont d'autant plus imtantes que la nation n'a jamais été informée de ces contrats financés à partir des fonds publics, de ressources extraites du fonds des passeports, à Washington.



Ariel Henry, nouveau membre des PHTKistes gaspilleurs de fonds publics.

L'ex-sénateur Youri Latortue, le fouineur par excellence, tombeur des corrompus.

Le premier contrat, signé en mars 2021, apparemment sous Jovenel Moïse, s'étend de mars 2021 à février 2022, pour la somme totale de USD 450 000 $. Le second accord, signé le 8 février 2022, est réalisé avec Damien Merlo, un partenaire de l'Espagnol Antonio Sola, le fabricateur d'images, le lobbyiste qu'avait engagé Michel Martelly, et qui a encore servi à pousser la candidature de Jovenel Moïse. À raison de USD 25 000 $/mois, en vertu de ce contrat liant Merlo au régime d'Ariel Henry, celui-là

Suite en page 2

L'OMBRE DE JOVENEL MOÏSE SUR LA PRIMATURE

Des jours difficiles attendent Ariel Henry

Les attaques dirigées contre lui se multiplient....

Par Léo Joseph

Les jours qui viennent ne s'annoncent pas heureux pour Jovenel Moïse. S'il s'avise de s'obstiner à rester au pouvoir, pour éviter de tomber victime d'une manœuvre visant à le chasser de la primature, il risque de déclencher les foudres de ses détracteurs. Les sympathies s'estompant, autour de lui, ses démêlés avec l'équipe de Montana, à la veille de prendre la décision d'abandonner les négociations, a tout le potentiel de provoquer un raz de marée de condamnations à son encontre.

L'ancien député Rodon Bien-Aimé

L'ex-député Renel Sénatus

Suite à l'incident du lundi, à la faveur duquel, le groupe de Montana, qui avait rendez-vous avec le Premier ministre de facto, afin de continuer les négociations sur les contours des discussions préalables aux marchandages proprement dits sur les moyens d'arriver à l'ultime accord recherché, qui a fait tourner le talon aux visiteurs, les réactions ne vont pas en faveur d'Ariel Henry. Surtout que, après avoir invité l'équipe de Montana à continuer les discussions, à la primature, il a brillé par son absence, sans daigner adresser un mot d'excuse pour son absence/retard aux invités. D'ores et déjà les membres de l'Accord de Montana mani-

Suite en page 5

EN HAÏTI, L'ACTUALITÉ TOURNE AUTOUR DE L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE

Tôt ou tard, Ariel Henry se révèlera...

Quand bien même il serait une pièce importante de ce puzzle...

Ariel Henry, jusqu'à nouvel ordre, allié de Joseph Badio.

L'ex-sénateur Joël Joseph John, autre co-conspirateur d'Ariel Henry.

Par Léo Joseph

Plus les révélations sur les événements entourant l'assassinat de Jovenel Moïse s'accumulent, plus se multiplient les pièces du puzzle que représente ce crime. Mais, curieusement, le chef (bien qu'illégal et anticonstitutionnel) de l'Exécutif est présenté comme partie prenante de la conspiration ayant abouti à cette attaque meurtrière, en la résidence familiale du président de facto, qui a entraîné

Suite en page 4

HAPPENINGS!

The unraveling of Haiti continues, despite or because of international support

Michel Martelly no longer in office, but the pillage of Haiti continues.

De facto Prime Minister Ariel Henry.

By Raymond A. Joseph

Just as it happened seven months ago when Jovenel Moïse was assassinated in the bedroom of his heavily secured home in the hills above the upscale suburb of Pétion-Ville, uncertainty about his succession is the new predicament facing a country in constant

Continued on page 7

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 2

INSÉCURITÉ TOTALE, LA POLICE SOUS ÉQUIPÉE... LA POPULATION EN DÉTRESSE

Des lobbyistes engagés pour USD 800 000 $

Le pillage de la caisse publique continue... le peuple crève de faim...

Suite de la page 1

touchera au total USD 300 000 $ pour une année.

Premier violation du mot d'ordre du Sénat

Si les dispositions prises par ce qui reste du Sénat de la République (dix élus en tout), présidé par Joseph Lambert, ont force de loi, il faut dire qu'Ariel Henry a violé le premier mot d'ordre de l'unique institution ayant même une faible dose de légitimité. Car une communication adressée au président de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSA/CA) avait averti cette institution de surveiller de près les dépenses effectuées par le Premier ministre de facto. Le document a précisé que, à partir du 7 février, la responsabilité d'Ariel Henry consiste uniquement à « *gérer les affaires courantes* » et qu'il ne peut nullement engager les intérêts de l'État.

Ce dernier contrat portant sur USD 300 000 $ a été signé le 8 février 2022. Fort de cet accord, passé en catimini, on peut conclure qu'il y a « *violation* » de la part du chef du gouvernement de facto. Mais la grande question : à qui revient l'autorité de sévir contre lui ? Si le président de la CSA/CA, suivant la recommandation du président du Sénat, mobilise ses ressources, afin de régler cette affaire, quels dispositifs légaux a-t-il à sa disposition pour imposer le mot du droit, surtout qu'il n'existe aucune jurisprudence dans un tel cas pour traiter la question.

En tout état de cause, en attendant que soient trouvés les moyens légaux pour rappeler à l'ordre le Premier ministre de facto, il peut être traîné devant le tribunal de l'opinion publique, notamment en lui rappelant qu'il a, dans le cadre de ces contrats, dépensé, sans prendre en considération la situation grabataire dans laquelle patauge les masses défavorisées du pays.

En effet, on peut rappeler à Ariel Henry que la Police nationale est sous équipée, face aux bandits qui ont transformé des quartiers entiers en zones de non droit, ayant provoqué la fuite de nombreuses familles des régions situées au sud de la capitale, notamment, Martissant, Carrefour, Grand Bois, etc.; tandis que les résidents de Croix des Bouquets sont en passe de connaître le même sort. Aussi que, progressivement, le kidnapping devient un phénomène national, dont les incidences sont d'une fréquence déroutante, à la capitale. Si bien que, de nos jours, il ne se passe un seul jour sans que ne soient enregistrés au moins deux kidnapping. Sans oublier les assassinats perpétrés sur les paisibles citoyens ne sachant à quel saint se vouer, puisque les policiers sont, à leur tour, les victimes des criminels armés, abattus dans les rues ou bien succombés à l'occasion des attaques dirigées impunément sur les commissariats par des hommes armés.

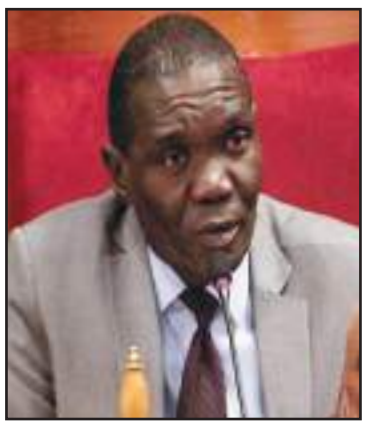
Cela vaut la peine de rappeler aussi au Premier ministre de facto que son gouvernement, dont lui et son équipe touchent régulièrement leurs salaires, ne font aucun effort pour satisfaire les besoins primaires des citoyens. En sus d'ignorer les avertissements des Nations Unis relatives à la famine qui menace plus de quatre millions de personnes.

Le Dr Henry ne se gêne pas à conclure ces contrats pour tenter de présenter ce gouvernement, à tous points de vue, incapable, qu'il dirige, sous un meilleur jour, à l'étranger, alors que les fonds versés comme honoraires aux lobbyistes auraient pu servir à améliorer le sort de familles démunies. Ou encore à payer les centaines de millions de gourdes d'arriérés de salaire dus aux employés de l'État. Aussi bien à doter les hôpitaux et autres installations médicales, dont le personnel est déjà sous-payé, de fournitures nécessaires à offrir un soin de qualité aux patients.

L'insécurité, priorité numéro 1

Il est opportun de se demander comment se fait-il que les dirigeants haïtiens ignorent l'impact de l'insécurité sur la vie nationale, qui constitue un obstacle à toutes les activités généralement quelconques. On est aux abois, en raison du kidnapping, dont sont victimes les citoyens et le transport en commun, y compris transporteurs de passagers et de marchandises. Un phénomène qui paralyse le mouvement de personnes et de denrées. D'ailleurs, le gouvernement d'Henry n'a rien fait pour casser l'emprise des bandits qui ont pris le contrôle de Carrefour/Martissant, coupant littéralement quatre départements de la capitale, qui représentent le grenier de Port-au-Prince. Cette situation contribue à la hausse des produits alimentaires, mettant la ménagère dans l'impossibilité de nourrir convenablement sa famille. Même symboliquement, contribuer USD 800 000 $ au paiement de lobbyistes constitue un affront aux couches démunies du pays.

À la lumière de cette crise sociopolitique, qui ronge le pays, que la situation sécuritaire achève d'aggraver, les dirigeants devraient lancer l'initiative « *toute affaire cessante* », afin d'investir toutes les ressources du pays dans la solution du fléau national qu'est devenue l'insécurité. Cela signifie, un moratoire sur les dépenses frivoles, tels que l'engagement de lobbyistes, l'importation



Joseph Lambert, président du Sénat, quelle réaction face à ces contrats ?

de véhicules de luxe, à l'intention des couches administratives qui raffolent de ces engins. Aussi la mise en veilleuse des avantages offerts aux membres de l'échelon

Bochitt Edmond, ambassadeur d'Haïti à Washington

supérieur de l'administration publique; et ne pas oublier les per diem alléchants auxquels ont droit les hauts fonctionnaires, du président de la République au dernier directeur général et autres fonctionnaires de même rang.

Il n'est pas normal que, depuis la chute de la dictature, en 1986, au lieu de diriger les ressources disponibles de l'État dans le sens des intérêts immédiats du peuple, les décideurs passent le plus clair de leur temps à inventer des stratégies pour s'enrichir, alors que le peuple végète, condamné à croupir durablement dans la misère, alors que ceux qui sont placés aux commandes de l'administration publique deviennent des millionnaires et multi millionnaires.

Voilà des opérations « *bouche-trou* », à court terme. À long terme, les autorités ont pour obligation de créer les conditions pour que les dilapidateurs du fonds PetroCaribe (USD 4,2 milliards $) et ceux du Fond de reconstruction d'Haïti (soit plus de USD 6 milliards $) soient identifiés et traînés devant leur juge naturel. Pour que, une fois le verdict rendu dans leurs cas, ils reçoivent leur juste punition, en sus des amendes et restitutions qui leur seront imposées.

À la lumière des gaspillages de fonds publics orchestrés par les dirigeants PHTKistes, au cours des dix dernières années, il n'est pas nécessaire que les « *maîtres* » de l'heure tendent à tout bout de champ la sébile aux « *amis d'Haïti* », pour trouver les fonds nécessaires au financement des équipements dont les institutions du pays ont besoin.

Dans cet ordre d'idées, les hommes et femmes au pouvoir n'entendent pas lever le petit doigt pour entamer le projet de reconstruction du Grand Sud, quasiment détruit par le séisme dévastateur du 14 août 2021. Encore que les zones dévastées par celui, encore meurtrier du 12 janvier 2010, ne s'en soient pas encore remises, y compris la capitale, la vitrine du pays.

Pourtant, durant tout ce temps, plus de USD 6 milliards de fonds publics ont été détournés par les équipes dirigées, tour à tour, par Michel Martelly et Jovenel Moïse, ajouté à eux Ariel Henry, qui a hérité de tous les projets politiques de son patron défunt, surtout de ses habitudes criminelles, en tout premier lieu, les détournements de fonds publics.

Pour l'instant, la campagne pour rétablir la sécurité au pays tout entier est à l'ordre du jour. Il faut donc doter la PNH des équipements dont elle a besoin pour mener à bien cette entreprise. Il appartient aux autorités haïtiennes de faire le premier pas, dans cette direction. Et non aux amis, tels que les États-Unis, le Canada, la France, Taïwan, pour ne citer que ceux-là, qui volent traditionnellement à la rescousse, face à l'inaction des dirigeants.

Il est aussi opportun de signaler que l'ex-sénateur Latortue s'est lancé dans un véritable pèlerinage, à travers le pays, dans le cadre de la présentation de son plan d'action visant à l'élimination des gangs armés. En ce qui concerne les autorités politiques, dirigées par Ariel Henry, M. Latortue reste un prêcheur dans le désert.

Il semble que le Premier ministre de facto ait avancé, pour justifier son indifférence à l'égard du projet de sécurité de Youri Latortue, le manque de fonds pour en assurer le financement. Pourtant, par exemple, il reste bouche close concernant les allocations destinées à la présidence. Avec un Exécutif monocéphale où donc sont passées celles-ci, depuis la mort de Jovenel Moïse ? Il est donc évident : sous les régimes PHTKistes, le mot d'ordre est de s'enrichir rapidement. Par tous les moyens possibles. Et même jusqu'à l'impossible. La volonté est bien là pour que le président, le chef du gouvernement et toutes leurs équipes ramassent des millions à la pelle. De cette manière, il ne reste plus rien pour financer les besoins du peuple, y compris la Police nationale.

L.J.

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE CACHE D'AUTRES SECRETS

La situation tourne mal entre Ariel Henry et le groupe de Montana

Suite à ce qui s'est passé avant-hier, lundi 14 février, jour dédié à la St. Valentin, fête de l'amour, entre le locataire de la primature, le Dr. Ariel Henry, et une délégation du Bureau de suivi de l' « Accord de Montana » (BSA), il y a lieu de dire que l'amour, même la gentillesse, n'était pas au rendez-vous. Ainsi, empire la situation en Haïti avec des répercussions d'outre frontières.

Tel qu'entendu, lors d'une première ronde de négociation entre les membres du BSA avec le Premier ministre de facto, vendredi (11 février), à la Primature, ils devaient se rencontrer, à nouveau, lundi. Quand les délégués du BSA se sont présentés, ce jour-là, au bureau du Premier ministre, ils n'ont pas eu l'accueil espéré. Assis quelque part durant quelque 25 minutes, sans un mot même d'excuses de la part du chef du gouvernement de facto ou d'un subalterne quelconque, ils sont repartis, pas avant de dire « *à vos responsables* », tel qu'exprimé dans la lettre, qu'il n'y avait pas « *un minimum de respect de votre part* ».

Le soir du lundi, une lettre adressée au « *Dr. Ariel Henry, chef du gouvernement en place signataire de l'Accord du 11 septembre et ses alliés* », signée de « *Magali Comeau Denis, Jacques Ted St-Dic, Leslie Voltaire, Ernst Mathurin,* » est rendue publique.

La lettre passe en revue la situation critique qui prévaut au pays et explique l'incident en ces termes : « *La délégation du BSA a attendu vingt-cinq (25) minutes dans la salle, seule. Personne, ni de votre service de protocole, ni parmi vos alliés n'a eu l'élégance de venir demander au moins de patienter. La délégation aurait attendu, compte tenu des enjeux pour la population, le nombre de minutes, d'heures même nécessaires, s'il y avait l'expression d'-un minimum de respect de votre part* ».

Passant outre des considérations démontrant que le pays avance vers l'abîme, on soulignera ceci dans la lettre : *« Ce climat s'est de surcroit détérioré par vos déclarations contradictoires . . . en réaction aux différentes allégations concernant vos relations avec le principal suspect dans le dossier d'assassinat de l'ancien Président de la République* ».

Mais, le BSA entend poursuivre les négociations, moyennant certaines conditions. Nous lisons :

« *Toutefois, compte tenu de la gravité de la crise et de la souffrance de la population, nous sommes disposés à reprendre le dialogue politique, moyennant les préalables qui suivent :*

-« *Que le Chef de Gouvernement en place déclare publiquement surseoir, le temps des discussions pour la recherche d'un consensus, à la nomination illégale des Juges de la Cour de Cassation, à la mise en place de son Conseil Electoral Provisoire, de son Assemblée Constituante et de son Autorité de contrôle, autant de décisions qui ne peuvent être légitimées que par un large consensus;*

Joe Biden ne jure que par la défense de ses alliés de l'OTAN.

-« *Que le Chef de Gouvernement en place, au nom de la moralisation de la vie politique* ***déclare*** *(sic) être prêt à répondre à toute invitation de la justice et à faciliter la reprise de l'enquête seule à même de contribuer à lever les allégations relatives à son implication dans ce dossier;*

-« *Que le siège des rencontres soit déplacé vers un lieu neutre, un hôtel dont les coûts seront pris en charge à égalité par les deux ((2) parties* ».

Un réquisitoire accablant, l'on peut dire, surtout après les reportages dans la presse américaine, tel dans le *New York Times*, et en tout dernier lieu, par la *CNN*, mardi dernier, 8 février, impliquant Henry dans le complot d'assassinat de feu son patron.

Mais le Premier ministre ne se préoccupe guère de menus fretins en Haïti. Pour lui, ce sont ses alliés de la communauté internationale qui comptent, en tout premier lieu, les États-Unis. Aussi, s'empresse-t-il de les mettre en confiance. Dans une entrevue exclusive accordée, vendredi dernier (11 février), au *Miami Herald*, publiée le samedi 12 février, Ariel Henry s'est dit prêt à remettre aux Américains tous les suspects, dont des Colombiens, Haïtiens, Haïtiano-Américains, dans le dossier de l'assassinat du président Moïse. Comme on le sait, plus d'une quarantaine de soi-disant suspects croupissent dans les prisons d'Haïti, sans être inculpés.

Vladimir Putin, y-a-t-il encore de la place pour la diplomatie ?

Molodymir Zalansky, l'actuel président de l'Ukraine.

Dans l'entrevue, le Premier ministre de facto a avancé qu'il « *appuie l'effort des États-Unis dans le dossier* », ajoutant : « *S'ils demandent, ils auront la coopération totale de la nation* ». À l'intention de ceux opposés au transfert du cas aux Américains, le Dr. Henry souligne : quand bien même il appuierait la justice de son pays, il croit qu'il existe une certaine « *faiblesse à son niveau et que toute assistance de la part des États-Unis serait bienvenue* ».

Ainsi il s'arrange, entre « *amis* », pour empêcher que la vérité sur ce complot d'assassinat n'éclate au grand jour. Que Ariel Henry conseille à son ami Joseph Félix Badio, là où il est, de se rendre aux Américains, fait partie de ce scénario voulant convaincre les naïfs de sa sincérité à faire la lumière sur ce crime horrible. Mais pourquoi tous les autres doivent-ils répondre aux questions de la Justice, alors qu'il en est exempt ? Tandis qu'il jouit, jusqu'à présent, de la bonne grâce du patron suprême du Nord ? C'est que le Dr. Henry laisse entrevoir qu'il n'a pas agi — et n'agit pas — en solo.

Le contexte international lors du crime

Un bref rappel de l'échiquier international, sinon le contexte politique, au moment du crime sanglant sur la personne de Jovenel Moïse, esseulé de toute sa sécurité, peut éclairer la lanterne de plus d'un.

L'ex-président de l'Ukraine, Viktor Yanukovych séjournant en Russie, serait l'instigateur des ambitions de Putin.

Nous sommes au 2 juin, 2021. Au Palais national, à Port-au-Prince, et l'ambassadeur russe, auprès de Nicolás Maduro, à Caracas, Sergey Melik-Bagdasarov, présente ses Lettres de créance au président Jovenel Moïse faisant un virage à gauche. De ce fait, il permet à la Russie d'étendre sa sphère d'influence dans une zone que les Américains estiment être leur basse-cour. À souligner aussi qu'il ne s'agit pas seulement de la Russie, mais aussi du Venezuela, considéré pays ennemi par les États-Unis, qui avaient manigancé l'expulsion de ce pays de l'Organisation des États américains (OEA).

Deux semaines plus tard, soit le 17 juin, Jovenel Moïse, accompagné de son épouse Martine et d'une délégation de pus d'une vingtaine de personnes, atterrit en Turquie, dans le cadre d'un forum diplomatique à Antala, où il se fera plus d'amis, d'alliés même de la Russie. À signaler qu'au menu des discussions, il y a 6la sécurité, les produits énergétiques et les investissements. On laisse croire aussi que les participants comprennent des personnalités politiques de haut niveau, des diplomates, des académiciens et des journalistes dits faiseurs d'opinion.

Revenu au pays, le samedi 19 juin, le président Moïse a échappé à un complot de kidnapping suivi d'enlèvement vers un pays non identifié. On le saura, suite à l'assassinat quand il a été révélé qu'au début, il n'était pas question d'assassinat, mais d'enlèvement. Mais qu'à la dernière minute, l'avion devant servir au transport hors d'Haïti n'était pas disponible.

Alors, moins de trois semaines après, exactement 18 jours, on passe de l'enlèvement à l'assassinat. Ainsi, le projet de Jovenel Moïse d'accueillir les Russes dans la basse-cour des Américains est déjoué. Assurément, ce n'est pas Ariel Henry et son équipe qui s'activeront à continuer la politique vers l'Occident et, de ce fait, s'attirer les foudres de l'Aigle étoilé.

En comparant l'actuel contexte politique au niveau international, on comprend mieux les enjeux

Ce qui se passe en Asie actuellement, où la Russie pourrait envahir l'Ukraine à n'importe quel moment, illustre la façon d'agir des puissances hégémoniques quand elles croient leurs intérêts menacés. L'Ukraine, que la Russie considère comme faisant partie de sa zone d'influence, a porté le président Vladimir Putin à réagir jusqu'à vouloir causer une guerre pour maintenir cet État se partageant la frontière, dans la sphère soviétique.

Putin voit de mauvais œil que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), alliée des États-Unis. Cette question d'alliance de l'Ukraine avec l'OTAN remonte au 7 mai,1997 quand l'Organisme de défense européen établit, pour la première fois, son Centre d'information et de documentation à Kiev, la capitale, suivi de la Commission OTAN-Ukraine, qui visait à faire de ce pays membre de l'organisation que Moscou considère comme une menace. Cette année-là, les Ukrainiens étaient divisés sur le projet et un sondage d'opinion, le 6 mai 1997, avait conclu que seulement 37 % de la population favorisait le mariage OTAN-Ukraine, avec 28 % d'opposants et 34 % d'indécis.

Au cours des ans, cela a changé. C'est depuis 1992 que

Suite en page 8

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 4

EN HAÏTI, L'ACTUALITÉ TOURNE AUTOUR DE L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE

Tôt ou tard, Ariel Henry se révèlera...

Quand bien même il serait une pièce importante de ce puzzle...

Suite de la page 1

sa mort brutale et blessé gravement sa femme. Si, depuis plusieurs semaines, sinon des mois, les accusations fusaient de toutes parts attribuant un rôle au chef du gouvernement dans cette monstruosité, depuis un peu plus d'une semaine, celles-ci se sont précisées un peu plus, quitte à laisser, à la Justice, le temps d'apporter les éclaircissements appropriés et fixer les vraies responsabilités des uns et des autres. En attendant d'y arriver, il faut se demander si Ariel Henry peut continuer à jouer le rôle qu'il assume ou qu'il s'est vu attribuer.

Au début, les accusations, qui faisaient du neurochirurgien un des acteurs dans l'événement sanglant du 7 juillet ne faisaient pas l'unanimité, surtout dans les milieux politiques généralement actifs, parce que colportés principalement par les jovenelistes, notamment ceux qui ont joui du pouvoir avec le président de facto défunt. Même les révélations véhiculées premièrement dans le quotidien *The New York Times*, quoiqu'elles aient porté plus d'un à réévaluer leurs opinions par rapport aux rumeurs accréditées dans le monde joveneliste et PHTKiste, n'avaient pas fait grand écho, en dehors de ces secteurs. Mais les faits rapportés, le 7 février par la chaîne *CNN* internationale ont eu l'effet d'un tsunami au sein du public haïtien, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Désormais, la donne a changé, par rapport à Ariel Henry. Depuis lors, les revirements dans l'opinion ne cessent de se produire. Non seulement se multiplient les appels au Dr Henry pour qu'il se soumette à la Justice, afin d' «*éclaircir* » sa situation, dans lecrime contre M. Moïse, certains de ses alliés politiques commencent à se prononcer dans le même sens.

Au fait, même des organisations engagées dans des négociations avec lui, autour d'une formule de sortie de crise, ont manifesté leur préoccupation à continuer les pourparlers, pendant qu'il se trouve sous le coup de cette grave accusation. C'est surtout le cas des acteurs de l'Accord de Montana, dont au moins un des représentants a émis cette prise de position.

Pourtant, le Premier ministre de facto affiche la même arrogance, à l'égard de ses interlocuteurs politiques qui ont attiré sur lui tant de critiques. Cela porte à croire que les accusations dont il fait l'objet, dans le dossier d'assassinat de Jovenel Moïse, ne l'inquiètent guère. Il est toutefois étonnant que les pays, qui ont favorisé son installation, à la primature, et qui persistent à lui donner un appui sans faille, estiment avoir de bonnes raisons de lui rester fidèles. Il y a lieu d'attirer l'attention sur l'attitude des pays dits « *amis d'Haïti* », autrement dit, les bailleurs de fonds, ou encore le CORE Group mené par les États-Unis, qui font la sourde oreille, par rapport aux dernières révélations sur Ariel Henry faites, tour à tour, dans *The New York Times*, et *The Miami Herald*, avant celles, super spectaculaires, livrées par la chaîne *CNN*. Dans les conditions normales, de tels faits auraient certainement déterminé ces pays à exercer des pressions, tout au moins, pour trouver une formule de « *cessation temporaire du pouvoir* » d'Henry, afin de permettre que toute la lumière soit faite sur le rôle ou non des personnes accusées, dans cet assassinat.

Rodolphe Jaar, co-conspirateur avec Ariel Henry.

Quel rôle assumé par Ariel Henry ou qui lui a été attribué ?

La théorie évoquée précédemment faisant état d'une conspiration internationale, à laquelle auraient participé des États étrangers, en tant que supporteurs, sinon initiateurs, semble prendre corps. Tout cela porte à croire qu'Ariel Henry se croit protégé par son « *statut* », qui le rend «*intouchable* » par rapport aux accusations dirigées contre lui dans ce dossier.

Cela renvoie à Joseph Félix Badio, jusqu'à nouvel ordre, celui identifié comme le cerveau du crime. Dans le cadre du scénario du complot, on pourrait dire que Badio constitue le pilote connu, à qui sont liés tous les autres soi-disant acteurs tués, appréhendés, dénoncés (en cavale), en sus des vrais commanditaires et ceux qui en ont assuré le financement.

Selon toute vraisemblance, le menu fretin, ceux identifiés comme ayant fait partie du complot d'assassinat, comme Mario Antonio Palacios Palacios, Rodolphe Jaar et Joseph Joël John, ont été appréhendés de manière spectaculaire, afin de jeter la poudre aux yeux, histoire de donner l'impression que l'enquête avance agressivement. On peut dire que ces arrestations, qui ont été effectuées, soient « *programmées*», et se déroulent ponctuellement, suivant l'ordre venu d'un point central invisible et jusqu'ici non identifié.

Mario Antonio Palacios Palacios, un autre co-conspirateur.

Tous les faits connus, à ce jour, identifient les deux manitous du crime : Joseph Félix Badio, dépositaire de certains secrets du crime, volontairement rendu indisponible; et Ariel Henry, dont le rôle semble faire de lui le contact direct de Badio. Voilà donc Badio intentionnellement introuvable; et le Premier ministre de facto, dont le rôle reste à déterminer, mais désormais retenu pour l'allié de ce dernier.

Mais il faut se demander pourquoi M. Henry affiche l'attitude « *kè pòpòz* » constatée dans le dossier ? Dans ce cas, peut-on présumer, s'il n'est pas directement lié aux mêmes patrons qui manipulent Joseph Badio, lui et eux se connaissent mutuellement, ou bien il a été indirectement embrigadé dans le projet d'assassinat, comme Badio, mais à niveau différent.

Dans ce cas, Ariel Henry constitue une pièce importante dans cette conspiration, dont il faut, à tout prix, protéger les arrières, pour qu'on puisse continuer à entretenir le grand mystère. Cela implique le maintien en poste du Premier ministre de facto. Car son remplacement inopportun risquerait de tout chambouler, c'est-à-dire d'exposer au grand jour le grand secret que des « *forces occultes super puissantes et riches* » s'acharnent à perpétuer.

Sans le moindre doute, d'aucuns s'interrogent sur l'identité de celles-ci. La manière dont évoluent les choses, dans le cadre de cette enquête extrêmement bizarre, une simple « *maladresse*», une révélation, même anodine, de trop, risque de de faire découvrir « *le pot aux roses* ». Tout comme les révélations de la *CNN* ont mis les accusations contre Ariel Henry sous un nouvel éclairage.

Le choix initial du Premier ministre, une décision localement inspirée ?

Dans certains milieux diplomatiques, à Washington, a été lancée l'idée que le choix de Claude Joseph comme Premier ministre de facto intérimaire a été initié localement, par des membres du CORE Group, de concert avec la représentante en Haïti du secrétaire général des Nations Unies. On ne peut plus intriguant, et se faisant passer pour le « *chouchou* » de certains diplomates en poste, en Haïti, l'homme qui ne cesse de crier sur tous les toits qu'il était «*Premier ministre intérimaire* », avait fini par s'insinuer dans les vues de ceux qui avaient les moyens de le déposer à la primature. Mais, il semble que les Américains se soient montrés « *avares*» d'informations par rapport à certaines « *décisions* » qui avaient été prises, dans le dossier Haïti, vis-à-vis des diplomates en poste dans ce pays. De ce fait, des sources liées à des représentants étrangers ont révélé que, suite à une « *intervention américaine* », survenue après la nomination de Claude Joseph, s'est opéré un revirement spectaculaire éjectant ce dernier de la primature et cédant la place à Ariel Henry.

Le motif évoqué : ce dernier a été désigné Premier ministre par le président de facto défunt, lui conférant une certaine « *légitimité* ». On se demande pourquoi cet argument n'avait pas empêché l'installation de M. Joseph à la primature, au départ. De toute évidence, la politique du grand voisin prévoit Ariel Henry aux commandes de la République, pour que « *toutes les décisions* » de celui-là se concrétisent sans heurts.

Dans de telles conditions, ceux qui se battent pour qu'Ariel Henry quitte la primature, et qui ne cessent de multiplier les rencontres, les conciliabules et les marchés politiques, ne seront pas, de sitôt, au bout de leurs démarches. Ils seront, pendant longtemps, victimes de dilatoires et d'autres subterfuges du même genre inventés par le Premier ministre de facto, et cautionnés, voire financés, par ceux-là mêmes qui ont intérêt à maintenir ce dernier aux commandes de l'État. Pour les besoins de la cause !

L.J.

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 5

OBITUARY

Frantz Balthazar, cartoonist and photographer, has left us

Frantz Balthazar, nicknamed "King" when he was the main cartoonist at the Haiti-Observateur, in the 1980s and 1990s, died on Tuesday, February 8, at the Wellstar Hospital, in Alpharetta, Georgia, at age 63, after a long illness.

To sons Stephen and Stanley Balthazar, as well as to their mothers, the Balthazar and Jean families, as well as to the numerous friends of Frantz in New York and surroundings, especially to those in Philadelphia, who had been at his side during his illness, including Joseph Berger and Luther Claude, the editors of Haiti-Observateur present their heart-felt condolences.

Funeral arrangements were not announced, but we've learned that later, at a date not yet determined, a memorial service will be held in the New York area where Frantz had spent most of his life since he left Haiti in 1970s.

Frantz was a gifted artist, who took ideas and turned them into powerful messages with his drawing skills. During his days at H-O, whenever his cartoons didn't appear, people would call to ask "What happened to our favorite cartoonist?"

Frantz Balthazar, in his fifties.

Frantz was among the journalists and artists who fled Haiti under the dictatorship of Duvalier. When he arrived in New York and learned about the Haiti-Observateur, he came to offer his services to the paper and quickly became a member of the staff. Soon, they found him a name, and Alix Ambroise —Buyu for friends—, the top-notch photographer and well-known Saxophonist, also an alumnus of the Haiti-Observateur, is one of those who called to tell us that "King has left us! Let Frantz Gation know."

Yes, he was "King" around the office. This Frantz Gation, now a professor of languages at a University in Florida, knicknamed "Fragat" in the office, was also one of the team that labored to make Haiti-Observateur the weekly it is, having turned 50 on July 23 of last year.

Several alumni have left us, and in talking with my brother Léo, the editor, about Frantz, he said, "I think we're still around to do the job of letting the other friends know who's gone ahead." Rest in peace, Frantz Balthazar!

RAJ

L'OMBRE DE JOVENEL MOÏSE SUR LA PRIMATURE

Des jours difficiles attendent Ariel Henry

Les attaques dirigées contre lui se multiplient....

Suite de la page 1

ifestent la fin des pourparlers déclarant ne pas vouloir négocier avec des gens ayant des suspicions de participation au complet de l'assassinat de Jovenel Moïse pesant sur eux.

Le PEN prend ses distances par rapport à Ariel Henry

Le Protocole d'entente nationale (PEN), un des groupements politiques ayant ratifié l'Accord de Montana, s'éloigne des objectifs politiques du chef de gouvernement, lui imposant des conditions qu'il trouvera difficile à accepter.

En effet, dans une note de presse, datée du 15 février, portant les signatures de Marie Denise Claude, l'ex-député Renel Sénatus, Serge Jean-Louis, l'ex-sénateur Youri Latortue et l'ancien sénateur Rodon Bien-Aimé, est lancée

L'ex-sénateur Youri Latortue

une mise en garde à M. Henry.

Cette note diffusée par le «*PEN modifié* » pour signifier le désaccord qui a surgi au sein de l'organisation, exhorte le Premier ministre de facto à faire preuve de prudence dans les actes qu'il pose, en raison, dit le document, de son « *nouveau statut* », à commencer du 7 février, date de la fin de son mandat. Aussi rappelle-t-il à M. Henry que sa tâche consiste à « *liquider les affaires courantes*».

Après avoir souligné «*l'inconvenu autour des assises devant déboucher sur le protocole de discussions sur la transition politique d'Haïti entre les signataires de l'accord Montana et le Premier ministre de facto Ariel Henry, ce 14 février 221* ».

La note du PEN continue ainsi : « *Le PEN modifié avait toujours mis en doute la bonne volonté du Dr Ariel Henry, émanant du régime dont Jovenel Moïse est issu et ne peut que regretter ne pas s'être trompé;*

« *Les signataires du PEN modifié prennent également acte de la démarche du Bureau de suivi de l'Accord de Montana (BSA) exigeant, à l'instar de PEN, que le Premier ministre indexé, tant par le RNDDH, CNN, que le New York Times, dans l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse, et pense qu'il est incontournable de se mettre à la disposition de la justice pour se laver, le cas échéant, de ces allégations d'une gravité extrême* ».

Plus loin, le texte du PEN ne se révèle pas moins rigoureux envers le chef du gouvernement de fait. Aussi, continuant dans la même veine, précise-t-il : « *Le PEN modifié exhorte le Dr Ariel Henry à la prudence, en raison de son nouveau statut, quant à ses velléités maladroites de monter un CEP, une Assemblée constituante et procéder à la nomination, de manière inconstitutionnelle de juges à la Cour de Cassation;*

« *Le PEN modifié espère qu'aucun-e Citoyen-ne, honnête, respectueux-se, porteur-se ou défenseur-se de valeurs ne se mêlera de la parodie annoncée, qui ne fera qu'amplifier la crise politique de notre pays* ».

Vers la fin de sa note de presse, le PEN modifié n'y est

Marie Denise Claude

pas allé de main morte pour déclarer la continuation des négociations dans de meilleurs conditions.

Avant de conclure, il dit : «*Le PEN modifié croit que les pourparlers visant un nouveau départ pour Haïti devraient être engagés par des institutions républicaines jouissant d'un minimum de légitimité et de légalité capables d'engager la nation* ».

Le PEN modifié termine le document en demandant au tiers restant du Sénat de se joindre au CSPJ afin d'arriver à une formule de sortie de crise. Voici la teneur de la conclusion de cette note.

« *Aussi, le PEN modifié demande-t-il au tiers restant du Sénat et au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ de s'associer aux efforts en cours, de prendre le leadership éclairé et responsable de la situation, pour éviter le pire*».

Demande de tenir les pourparlers dans un lieu neutre

La position du Bureau de suivi de Montana n'est pas différente de celle du PEN, avec cette différence qu'il exige davantage.

Il dit n'avoir aucune objection à reprendre le dialogue inter-haïtien, moyennant que le Premier ministre de facto accepte certaines conditions.

Le BSM demande à M. Henry de « *sursoir à la nomination illégale des juges de la Cour de Cassation; à la mise en place de son Conseil électoral provisoire et de son Assemblée constituante* ».

Non seulement les représentants du BMS demandent que les discussions continuent dans « *un endroit neutre* », il invite le Premier ministre de facto à prendre les décisions suivantes : « *Au nom de la moralisation de la vie politique, déclare prêt à répondre à toute invitation de la justice et à faciliter la reprise de l'enquête, seule à même de contribuer à lever les allégations relatives à son implication dans ce dossier* ».

Dans les prochains jours, Ariel Henry se verra ostraciser par des organisations dont les dispositions ne sont pas différentes du BMS et du PEN. De plus en plus, les voix s'élèvent pour demander que le Premier ministre de facto se soumette à la justice, aux fins d'être blanchi par rapport aux allégations qui pèsent sur lui.

L.J.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gave !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Se nan tèt ansanm pou n jwenn delivrans, men sa mache ak bonjan repantans !

Gen youn gwo van tèt ansanm k ap soufle deyò a, ki ta vle pase pran tout mounn. Se youn bagay nou pa wè depi kèk tan. Sa vin tounen youn gwo mouvman, epi yo vin ak mo franse pou eksplike sa k ap fèt la. W ap tande yo pale de *« Consensus »*. Pa sèlman sa, men *« Consensus largement large! »* Gen lontan nou pa wè sa nan pami Ayisyen, ki sanble te bliye *« L'Union fait la Force »*, ki te lage yo nan *« Chacun pour soi, Dieu pour tous »*. Pandan n ap bat bravo pou sa nou wè k ap pase a, n ap fè tout mounn konnen si pou sitiyasyon an vrèman chanje, pou bagay yo mache san jansadwa, fòk gen repantans tou, e menm plis pase sa.

Alapapòt, m ap mande eskiz, paske gen mounn ki p ap renmen kèk bagay mwen pral di, kòmsi m ta kont mouvman inite a ki tèlman enpòtan. Sè ke m analize bagay yo, san patipri, mwen pa gen respè pou pèsonn lè m ap lage verite atè. Men se pa mwen ki pou ta kont ***« konsansis »*** pa apre editoryal ki te parèt nan jounal semèn pase a, an franse ak angle. Ban m raple nou gwo tit la : ***« Aujourd'hui, un vrai accord consensuel, notre unique planche de salut ».*** Wi, sèl fason pou n sove anba sitiyasyon malouk peyi a ye la a, kote bann malveyan yo lage l la, fòk gen tèt ansanm. Men san ipokrizi, paske gen mounn ki konprann se youn fason pou yo pa rann kont de tout mal yo fè peyi, ke y ap kontinye fè toujou, ki vin mete nou nan gwo tchoubounm nan.

Asireman, nou tout okouran de youn bann *« accords »* et menm sa k ap di *« Accord des accords »*, pou Ayiti vin sou wout demokrasi a, soti nan **DEMON** *krasi* ki fin devlope lakay la, avèk sipò Blan an. Mwen p ap site tout « akò ak dezakò » yo kounnye a. M ap sèlman pale de « Akò Montana a », paske se li k ap fè pale de li depi fen semèn nan. Mounn « Akò Montana a » te chita ak Premye Minis Ariel Henry (Aryèl Anri), nan vandredi (11 fevriye) epi nan lendi ankò, avanyè a menm (14 fevriye), pou diskite sa ki ka regle pou wete Ayiti kote l ye a.

Se sèl apre eleksyon youn prezidan pral chita Opalè

Kòm nou konnen, dat Doktè Anri sou pouvwa a fin bout depi 7 fevriye, paske se dat sa a manda prezidan l yo te ansasinen nan dat 7 jiyè a, te gen pou l renmèt pouvwa li te vòlò youn lane diplis met sou li a. Men Premye Minis la, ki gen gwo Blan dèyè l, di li p ap fè youn pa Kita youn pa Nago. Manda l pa gen anyen pou wè ak manda Jovenel Moïse (Jovnèl Moyiz). Li la jouk li ka òganize bonjan eleksyon demokratik pou tout mounn patisipe. Epi byen angran, li di : « *Pa gen okenn prezidan ki pral rantre nan Palè a san se pa pèp la ki vote l mete l la* ».

Toutfwa, nou konnen ke depi nan dat 30 janvye, mounn Montana yo te fè youn eleksyon nan pami yo kote yo te chwazi youn prezidan, Fritz Alphonse Jean (Frits Alfons Jan) ak youn premye minis, Steven Irvenson Benoit (Stivenn Ivennsonn Benwa) pou ta vin anchaj youn gouvènman pwovizwa pou 2 zan. Yo te sipoze enstale nan Palè ak nan Primati depi 7 fevriye. Nad marinad!

Premye minis de fakto Aryèl Anri.

Okontrè, Premye Minis defakto Aryèl Anri, te voye youn pwent pou yo, lè l te di nan youn entèvyou : « *Pèsonn pa ka reyini nan youn lotèl, swa nan peyi a, osnon aletranje pou yo chwazi prezidan ki pou dirije peyi a* ».

Apa de mounn Montana yo, ki te fè chwa pa yo nan lotèl Kinam nan Petyonvil, gen mounn Akò Lwizyàn yo ki te fè chwa pa yo, depi 16 janvye, nan gwo konferans *Baton Rouge* la, kote se Frits Jan yo te chwazi pou prezidan tou, epi Madan Myriam Féthière (Miryam Fetyè) kom premye minis. Kivedi, Aryèl Anri di, ni younn ni lòt p ap sis, se li sèl « *Kòk ki chant!* »

Atansyon aranjman sou lè kote, ti « dil » anba tab!

Alò, n ap mande èske se paske Aryèl Anri santi l menase, ke gen youn gwo van ki ka pote l ale, ki fè li chwazi chita ak mounn « Akò Montana » yo pou yo fè youn aranjman sou lè kote, youn « ti akò? » Pawòl gentan pran lari pou di ta ka gen youn gouvènman tranzisyon ak Msye Anri kòm prezidan epi Senatè Benwa kòm Premye Minis. Asireman, se mounn Anri yo ki lage koze sa a deyò, kòm pawòl franse a di, youn sòt de « *ballon d'essai!* »

Men mounn Montana yo kouri di panko gen okenn akò. Se youn premye chita ki te fèt nan vandredi (11 fevriye) e te pral gen youn lòt nan lendi (14 fevriye). Sa k deside se « youn akò pou negosye », men tout pwen ki pou negosye yo panko fin presize. Men gen pawòl ki di kesyon ke Aryèl Anri byen fon nan ansasinay Jovnèl Moyiz la pral oblije diskite. Kwake defakto a deja di, byen fò, li pa t nan bagay konsa. Byen ke gen anpil evidans ki montre l ap bay manti, paske koneksyon l ak Joseph Félix Badio (Jozèf Feliks Badyo) se bagay ki byen etabli. Tout anrejistreman konvèsasyon ant 2 zanmi sa yo montre ke Aryèl Anri nan bay manti. Kòm koze a deyò, menm nan gwo revelasyon CNN, chèn televizyon amerikèn nan, semèn pase a, nou pa kwè gen dlo ki ka lave premye minis la.

Ex-gouvènè Bank santral Frits Alvons Jan, à goch, at ansyen senatè stivenson Benwa

Epi gaspiyay lajan ap kontinye

Alò, nou ta renmen konnen ki ti aranjman sou lè kote ki ka fèt, selon mouvman tèt ansanm nan, avèk youn mounn ki tranpe jouk nan kou nan touye lòt kretyen vivan parèy yo? Epi se pa nenpòt ki mounn, layk dis lay dat non, se pwòp patwon l ki te chwazi l pou mete l chita kote l ye a! Ēske Aryèl Anri tèlman odasye, ipokrit tou, pou l konprann li ka fè yo kase fèy kouvri sa? Ēske mounn k ap negosye avè l yo tèlman enterese nan pran pouvwa ke yo soti pou fèmen je yo, bouche nen yo pou yo bwè dlo santi ?

Ann kite sa, men pa anvan m pase pran lòt bagay ki bezwen bonjan eksplikasyon, anvan y al mote okenn "dil » sou do pèp la ki nan gwo soufrans. Kisa Aryèl Anri ka eksplike n sou kantite milyon dola Martine Moïse (Matin Moyiz) ak Michel/ Michael Joseph Martelly (Michèl Mateli) t ap resevwa chak mwa nan resèt Ladwann peyi a. Selon pawòl ki deyò, se te 3 milyon dola ameriken pa mwa ki t ap separe ant Matin ak Michèl. Editè Léo Joseph (Jozèf) te ekri youn gwo atik, an premye paj jounal semèn pase a sou sa. Arive ke, a youn sèten moman, yo koupe youn milyon edmi lajan Matin nan epi tout 3 milyon yo al jwenn Michèl Mateli, gwo vòlè devan Letènèl. N ap tann eksplikasyon, Doktè Anri, ki se pyon Mateli nan Primai a. N ap di doktè a, pa ka gen tèt ansanm pandan l ap kache peche.

Miriam Fetyè

Men ti 3 milyon Ladwann nan, ki ta ka pote youn ti soulajman pou plis pase 4 milyon Ayisyen ki nan grangou, selon sa Nasyon Zini di, se youn ti miyèt nan lajan pèp la ki disparèt pandan Mateli, Laurent Lamothe (Loran Lamòt) ak tout lòt bann vòlè ofisyèl parèy yo te ranmase nan lajan PetwoKaribe a, bwote al sere aletranje. Ēske gen tèt ansanm ki posib san repantans ak restitisyon, kivedi renmèt lajan pou retire pèp la nan mizè?

M ap tounen ak youn youn remak mwen fè byen souvan. Sèlman ak 4 pousan (4%) lajan PetwoKaribe a, kivedi anviwon 170 milyon dola, yo te ka bati 10 lopital, younn nan chak depatman, menm klas lopital al sa Doktè Paul Farmer (Pòl Famè) bati nan Mibalè a (Mirebalais). Pou kont li sèlman, Olivier Matelly (Olivye Mateli) gen valè sa a nan kont li aletranje!

Se plis ke mechanste, apre yo fin konmèt tout vye zak sa yo kont peyi a, yo konprann yo ka vin pran woulib sou youn mouvman tèt ansanm, ki vrèman nesesè. Yo konprann yo ka fè mounn konprann ke se enterè pèp la ak peyi a y ap defann.

M ap ban nou youn nouvèl tou cho ki fèk parèt semèn pase a pou montre kijan menm premye minis sa a k ap swa-dizan rantre nan mouvman tèt ansanm nan konprann li ka pete nou alafwa. Bondye fè gen je toupatou k ap veye move kou. Dokiman an nan lari, akò siyen ak youn konpayi lòbiyis nan Wachintonn, pou travay youn fason pou prezante gouvènman Aryèl Anri a –pa peyi a non—nan youn fason pou netwaye dosye msye devan gouvènman ak pèp ameriken an.

Imajine sa, pandan ti mounn ap mouri grangou, ti pye yo fen tankou bwa bale, figi yo byen fennen, vwala ke gouvènman defakto a siyen pou bay konpayi *Latin America Advisory Group*, 25 mil dola ($25,000.00) pa mwa, 300 mil ($300,000.00) nan youn lane, pou fè pwopagann pou yo. Se nan dat 6 fevriye, lavèy 7 la, ke Bocchit Edmond (Bochit Edmon), anbasadè Ayiti a nan kapital ameriken an, te siyen kontra a. Men kijan lajan peyi a ap gaspiye pou fè yo parèt bèl. Epi y ap pale w de tèt ansanm!

Se byen ta konsa kesyon gang nan pral regle?

Se trè enteresan tou, ke omèm moman pawòl "*Consensus largment large* » la ap diskite, Aryèl Anri, ki t ap wonfle nan gwo sonmèy menm pandan l kanpe, vin reveye toudenkou. Nan youn konferans pou laprès nan vandredi a (11 fevriye), li fè konnen kesyon gang Matisan an pral regle tousuit. Kòm nou konnen, se depi premye jou mwa jen lane pase,

Ale nan paj 14

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

crisis.

While most people wonder about what's wrong with Haiti, some even venturing to mention a "curse" on the country for the way it won its independence through a "contract with Satan," they fail to understand the role of the international community in getting Haiti where it is today.

Way back, from the early days after our ancestors declared independence, on January 1st, 1804, after a 12-year guerrilla war that ended in a pitch battle on November 18, 1803, the international slave masters have done the outmost, through international embargoes and steep debt imposition on the country, to thwart the advancement of the first free Black Republic in the world.

Now, the bigwigs of that same international community, I would say, bear much of the blame for what's wrong with that impoverished land. For, the corrupt leaders of Haiti continue to be fully supported by the bigwigs of the international community, who don't give a damn about the dismantling of democratic institutions, while new millionaires and multi-millionaires emerge in a country where poverty is rampant.

The bigwigs of the International Community in charge in Haiti

Consider the conundrum we face concerning Jovenel Moïse's succession. When he was assassinated, in the wee hours of last July 7, there was a jockeying for power. The interim prime minister, Claude Joseph, quickly assumed the role of president, with the support of Helen Ruth Meagher La Lime of the United Nations Integrated Bureau in Haiti (BINUH). He edged out Ariel Henry, the neurosurgeon who was named to the prime minister post by Moïse, two days before the assassination, but hadn't been inaugurated yet.

Nearly two weeks later, on July 20, the CORE Group of Western diplomats in Port-au-Prince imposed Henry, the slain president's choice, as prime minister, with Claude Joseph keeping the foreign minister portfolio he already had. Four months, after he consolidated power, Ariel Henry fired the foreign minister who, since then, has become his former boss's most ardent critic.

On February 7, the extra year unconstitutional mandate Moïse gave himself, with international support, elapsed. It was expected that Ariel Henry would resign, turning power over to an interim government. But he said his mandate was not "linked" to that of his slain mentor. He will go nowhere until *"a president freely elected by the people is installed in the National Palace,"* he thundered.

Again, the international community is supporting him fully. In fact, Brian Nichols, U.S. Assistant Secretary of State for Western Hemisphere Affairs, said the sooner *"Haitians are able to go to the polls and select a new democratic government, the better it will be for the Haitian people."* However, he added the following: *"There needs to be adequate security for candidates to campaign, for parties to hold rallies, to have the provisional electoral council carry out their duties, and for voters to be able to safely go forth and cast their ballots."*

Meanwhile, violent gangs reportedly control about half of the country, including Martissant, the suburb at the southern entrance of the capital, on National Highway No. 2, leading to four of the 10 departments, as Haiti's mini states are called. Since June 1st, before Moïse's assassination, the gangs have displaced about 19,000 people from their homes in that area alone. Imagine that, Haitians are now refugees in their own country, and the authorities haven't been able to bring order in that situation and protect the citizenry. And without security, no elections are possible. Thus, indirectly, Brian Nichols has granted Ariel Henry an indefinite stay in his post –until ***"adequate security"*** can be restored.

Ariel Henry boasting about solving the problem of the gangs

Certainly, the good doctor-turned-prime minister has no incentive to quell the gangs. Though he hasn't bothered them in the past seven months since he's been at the helm, last Friday (February 11), Henry gave a press conference to say that the gang problem at Martissant *"will soon be solved."* Later that evening, he further confirmed what he had said, by tweeting: *"We've begun to identify those who provide [weapons and ammunition] and who also finance the gangs. Each citizen must live and move about freely in his [her] country."* Can one believe that it took all that time for the head of government to come to this conclusion?

Undoubtedly, he wants to impress the group of the "Montana Accord," especially since he met with some of its members last Friday and was to meet again with them on Monday (February 14) to enter into negotiations about power sharing.

The "Montana Accord" group, taking its name from the hotel in Port-au-Prince where they met, is the most representative of the various organizations that have been coalescing and presenting alternatives to solve the multifaceted crisis buffeting the nation. At a caucus meeting January 30, the Montana folks had chosen a president and a prime minister to lead the country during a two-year transition with the focus on rebuilding the democratic institutions destroyed under the more than a decade rule of the PHTK, *Bald-Headed*, regime, especially under the late Moïse. Also, on the docket is security throughout the land, before inclusive and democratic elections can be held. To be noted, the president chosen is Fritz Alphonse Jean, the former Governor of Haiti's central bank, and the prime minister is former Senator Steven Iverson Benoit.

Though Dr. Henry initiated the move to meet with the Montana Group, he previously had issued a tweet to say, *"a Haitian president cannot be chosen at a hotel meeting whether in the country or abroad."* That was a slap at the Montana Accord people, who had met at the Kinam Hotel in Pétion-Ville to choose their leaders for the interim government. Also targeted were those of the "Louisiana UnityAccord" who, on January 16, had chosen their own leaders at the Baton Rouge Haiti summit. Interestingly, Fritz Alphonse Jean was their choice for president and Mariam Féthière for prime minister.

So, why would Ariel Henry undertake a rapprochement with any of them, as he said he had done, even meeting also, the previous week, with the folks of the "Louisiana UnityAccord." A trial balloon floating around may explain it all. There's talk on the social networks of an interim government composed of Ariel Henry as president and Steven Benoit as prime minister. But the Montana Accord people quickly shot that balloon down, saying the initial talks of last Friday were about "modalities" for serious negotiations, including sensitive subjects to discuss.

Among such subjects is the accusation that the prime minister participated in the plot to assassinate Jovenel Moïse. In an exclusive article of CNN, datelined Port-au-Prince, February 8, evidence, previously mentioned about Ariel Henry's involvement in the assassination plot, is confirmed in registered conversations with Judge Garry Orélien. He was the one investigating the assassination until, under pressure, he resigned on January 21.

As the situation unfolds, the worries of the de facto prime minister must be mounting, for the latest revelations only add to his being rejected by almost all sectors of Haitian society, who demand his immediate resignation. But, till this past week, Washington and other Western capitals appear to be standing firmly by his side, thereby prolonging the Haitian crisis. Until when?

(Late Monday, we were alerted that Ariel Henry snubbed the representatives of the Montana Group who came to his office for the previously arranged meeting. After waiting in a room for about 25 minutes, they left, without a word of apology from anyone. Most people are at a loss for such comportment on the part of the de facto prime minister.)

Money wasted by the Haitian ambassador in Washington

To defend himself from accusations that he's been using the money generated by the passport unit in Washington, without any control, Ambassador Bocchit Edmond gave an interview Monday (Feb. 14) to RTVC, in Port-au-Prince, to say that this was "normal," and that, indeed, he pays lobbyists monthly from Embassy funds, under instructions from the president of the Council of Ministers.

Apparently, that has been "normalized" again since the PHTK government came to power in 2011 with Michel/ Michael Joseph Martelly and his team of official thieves. For, in April 2004, when I was named Chargé d'Affaires by the interim Alexandre-Latortue government, financial matters were regulated. No more dipping in the money generated by the passport unit and the consulate, which was transferred directly to the Treasury, not even to the Ministry of Interior, which has administrative oversight of those units. Then, a monthly report in three copies was provided to the Ministry of Finance, Interior and Foreign Affairs, the latter one having direct oversight over me. No Embassy-generated funds could be used for anything else.

Before my arrival, the passport unit was sending $60,000 monthly to the Treasury and the rest of the money was being used for all sorts of things, even for payment to a San Francisco firm which provided the American bodyguards of President Jean Bertrand Aristide in Haiti. By my second month at the Embassy, about $250,000, was sent and more than $2 million in my first year. For my last full year – 2009— at the Embassy, the amount was more than $5 million.

Considering inflation and the higher cost of passports, the revenues now should be between $9 and $10 million per year. That's the amount which is being mismanaged, some of it out right stolen, a situation declared "normal" by Ambassador Edmond. In any government worth its name, an independent audit would have been ordered immediately.

But on February 8, a day after his mandate ended, Ariel Henry had agreed for Edmond to sign an agreement with the lobbying firm of *Latin America Advisory Group*, for $25,000 monthly, paid quarterly at $75,000, or $300,000 annually, just to feed propaganda to the American public concerning positive undertakings by the de facto regime. To be noted also, LakayInfo, a blog online, reported on Monday (Feb,14): *"Ariel Henry had no objection that Edmond Bocchit (sic) signs a new agreement with Damien Merlo, former assistant of SOLA,"* the lobbying firm that Martelly had used.

I haven't heard Ambassador Edmond himself, but I've been told he mentioned that lobbyists were hired to obtain the HOPE Act. Indirectly, he wants to say that yours truly, who considers that Act the highest point of his career, was dependent on lobbyists also.

I had addressed this once before, but I would like the ambassador to produce the documents that I signed, including the checks issued from any special account of the Embassy of Haiti. Anyone interested in the history of the HOPE Act (Haitian Economic Partnership Empowerment) can find all about it in chapters 3 and 16 of FOR WHOM THE DOGS SPY, my book which was published in January 2015.** *"Les paroles s'-en vont, les écritures restent, » is* a French saying about *"words disappear and the writing stays."* (Though these days the words are registered on all sorts of media!) Anyway, I was never contradicted by anyone on my explanation about how I depended on resources at my disposal, including my younger cousin Wyclef Jean, who calls me uncle, to get the first HOPE Act approved by a Republican-controlled Congress. And I went on to get the improved HOPE Act when the Democrats took control of Congress. After the earthquake, President Barack Obama enhanced it to HELP Act. In all these transactions, not a penny was disbursed by me.

So, I tell Mr. Edmond enough of using my work in trying to confuse the issues, to assuage his conscience in doing the unforgivable! I dare Bocchit Edmond to show the contrary.

***Those interested in FOR*

Continued on page 14

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 8

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ASSASSINAT DE JOVENEL MOÏSE CACHE D'AUTRES SECRETS

La situation tourne mal entre Ariel Henry et le groupe de Montana

Suite de la page 3

l'Ukraine entretenait des relations avec l'OTAN, puis en 2008 soumit une demande d'adhésion. Suite aux élections de 2010, quand Viktor Yanukovych, non aligné en politique, ce projet a été envoyé aux oubliettes. En 2014, suite à une rébellion qui l'a emporté, Yanukovych s'est réfugié en Russie. Sans doute, sa présence chez le grand voisin, a causé l'invasion russe d'une partie de l'Ukraine, cette même année.

Se voyant menacé, en 2019, les Ukrainiens se sont dotés d'une nouvelle constitution, introduisant dans le préambule des articles visant à joindre le pays à l'OTAN. Au mois de juin de l'année dernière, lors du sommet de l'OTAN, à Brussels, les leaders de cette organisation ont réitéré le plan d'accueillir l'adhésion de l'Ukraine. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, devait dire que la Russie ne pourra pas apposer son veto au plan d'accession de l'Ukraine à l'organisation, car il n'est plus question d'un retour à l'ère des sphères d'intérêt, quand les pays géants décidaient du sort des petites nations.

Dire aussi que, selon un sondage d'opinion, au mois de juin 2014, quelque 50 % de la population de l'Ukraine appuyait le mouvement en faveur de l'OTAN, ce qui est passé à 69 % en juin 2017.

Réagissant à cette situation, Vladimir Putin de dire : cela ne passera pas, tout en demandant des garanties, par écrit, que l'Ukraine ne deviendra pas membre de l'OTAN. Ainsi s'explique ce qui pourrait déclencher une guerre de nature à causer des pertes incalculables, tant en vies humaines que matériels et économiques.

À comparer avec le meurtre du président de facto haïtien, qui était en pleine action visant à se joindre au bloc de l'est!

***150 00 troupes russes et alliés massées sur trois fronts**

C'est une affaire d'heure avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine, selon les autorités américaines, dont le président Biden, qui s'est inscrit en faux contre les déclarations du président Putin annonçant un retrait des troupes russes de la frontière entre les deux nations. Des 100 000 troupes, une semaine plus tôt, on compte environ 150 000, hier, mardi 15 février.

Le président américain a réitéré, hier, qu'une attaque contre un membre de l'OTAN serait considérée comme une attaque contre les États-Unis. L'Ukraine n'étant pas encore membre de l'OTAN, on croit qu'il s'agit d'un avertissement face à une avance russe dans d'autres pays de la région. Ainsi, il y a un déploient continu de troupes américaines dans certains des pays européens de la zone.

En tout cas, une éventuelle guerre contre l'Ukraine aura des répercussions sur l'économie mondiale, surtout dans le domaine de l'énergie, car la Russie joue un rôle important en tant que fournisseuses de gaz à plusieurs pays d'Europe.

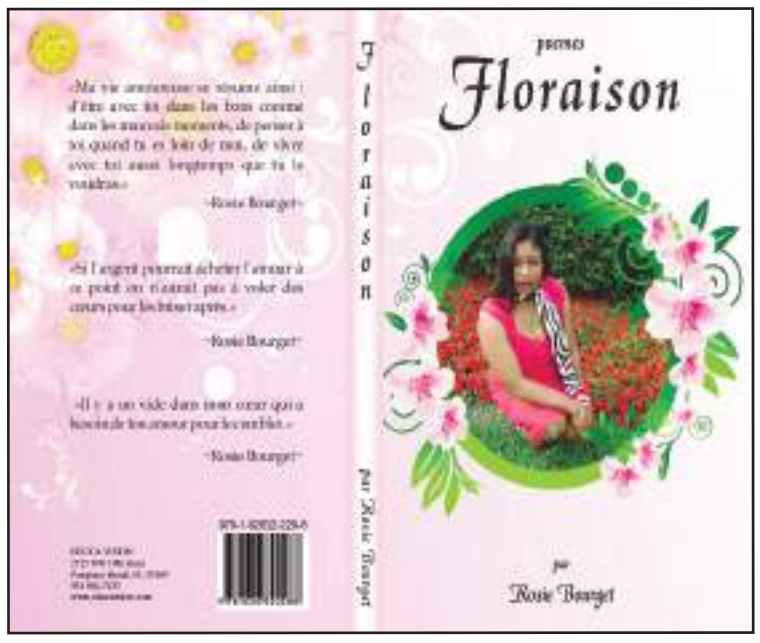
***Une amende de 73 millions $ contre un fabricant d'armes**

C'est inédit dans l'histoire des États-Unis qu'une compagnie devenue multi milliardaire dans la vente d'engins meurtriers soit ainsi punie. C'est hier, mardi, 15 février, qu'un juge de Connecticut a prononcé le verdict : une amende de 73 millions $ contre la compagnie Remington Arms. Celle-ci devra verser cette somme à neuf (9) familles qui avaient perdu leurs progénitures, le 14 décembre 2012, lors du massacre survenu à l'école élémentaire de Sandy Hook, à Newton, dans le Connecticut, quand 20 enfants et six enseignants ont été massacrés. Le fusil utilisé était de fabrication Remington, la plus ancienne des compagnies américaines dans l'industrie de l'armement.

C'est un signal très fort qui, sans doute, donnera à penser à d'autres manufactures de ces engins dont se servent les criminels pour semer le deuil dans les familles. Le maire de New York qui, récemment, a déclaré la guerre aux armes illégales utilisées par les bandits, pour causer tant de crimes, doit se sentir au septième ciel.

Pierre Quiroule II
16 février 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 9



Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 10

ÉDITORIAL

Résolution à la crise : Ariel Henry en devient distraction par excellence

L'échéance du 7 février, date prévue pour le départ d'-Ariel Henry de la primature, est arrivée. Plus d'une semaine plus tard, il est encore en poste. Illégalement et anticonstitutionnellement ! Désormais, les acteurs politiques traditionnels se trouvent, encore, en mode de recherche d'une option de sortie de crise. Ceux préposés aux confrontations d'idées et de propositions s'-occupent de toutes autres choses, sauf du fait que le Premier ministre de facto, désormais dénué d'excuse pour rester chef de l'Exécutif, devient la distraction par excellence, par rapport à ce qui devrait être notre principale préoccupation : la formule idéale pour débarrasser le pays de l'emprise du neurochirurgien sur les commandes de la République.

En effet, depuis qu'il a été parachuté à la primature, par le CORE Groupe, aligné derrière Washington, après que le Premier ministre intérimaire de facto, qu'il avait initialement mis en place, eut été déclaré (encore par lui) inapte à assumer cette fonction, Ariel Henry passe le plus clair de son temps à jouer aux dilatoires. Aussi, multipliait-il les stratégies pour rester au pouvoir. Attaqué de toutes parts, étant devenu la cible privilégiée des acteurs politiques qualifiant, dès le départ, d'illégale et d'entorse à la Constitution, sa nomination comme Premier ministre, il n'a cessé de se défendre bec et ongle pour sa survie à la primature. Cela implique la mise à contribution des ressources financières, autant que publiques, humaines, personnelles et intellectuelles, pour tenir à distance tous ceux qui cherchent à l'écarter du pouvoir.

Les voix qui s'élevaient contre lui, protestant l'inaction de son administration par rapport aux besoins urgents de la population, sa pusillanimité face aux gangs armés et ses violations systématiques de la Constitution, risquent de crier encore plus fort. Car si M. Henry a passé les sept mois de son gouvernement à se défendre, laissant peu de ressources à investir dans la bonne gouvernance, il y a fort à parier que ses efforts en ce sens s'intensifieront, dans les prochains jours. Face à la mobilisation quasi générale déclenchée contre lui, cherchant à faire respecter l'idée de son départ, le 7 février, il sera contraint indubitablement à dépenser davantage de temps, d'énergie et d'argent (de l'État) pour se maintenir au pouvoir, mais surtout à multiplier les initiatives qui sont de nature à renforcer l'appui dont il bénéficie auprès de la communauté internationale.

Maintenant que les secteurs opposés à Ariel Henry redoublent d'effort pour l'éjecter de la primature, il est tout à fait naturel qu'il engage encore davantage de ressources et de moyens pour éviter de succomber aux attaques dirigées contre lui. Dans cet ordre d'idées, les secteurs qui décident d'entamer avec lui de nouvelles négociations visant à trouver l' « *ultime accord* », qui nous a échappé, dans le cadre des nombreuses rondes de négociations qui ont été menées, durant de longs mois, doivent se doter d'autres moyens. Celles-ci ont échoué parce que, d'un côté, le Premier ministre de facto s'était engagé dans des dilatoires, à poursuivre une stratégie pour se maintenir au pouvoir. Et de l'autre, parce que les autres entités impliquées dans ces pourparlers visaient, chacune, la prise du pouvoir. De telle sorte que, d'un côté comme de l'autre, chacun faisait la promotion de ses propres intérêts, au détriment de ceux du peuple haïtien. Il reste à déterminer si la donne change, après le 7 février 2022, par rapport aux partis et organisations politiques qui s'apprêtent à entrer, de nouveau, en négociation avec le Dr Henry, cherchant à trouver un énième accord de sortie de crise. Toutefois, il est certain que ce dernier ne va épargner aucun effort pour rester chef de l'Exécutif. Aussi longtemps que possible, car seul moyen de lui assurer protection contre ses accusateurs, devenus super agressifs, suite aux accusations dont il est l'objet, d'abord, par le quotidien *The New York Times,* puis par la chaîne de télévision *CNN*, faisant de lui un des principaux comploteurs de l'assassinat de Jovenel Moïse.

Condamné à se défendre avec agressivité contre les attaques qui le harcèlent de partout, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du président de facto, Ariel Henry sera encore plus décidé à garder sa place à la primature. Plus ses accusateurs s'affirment et insistent à demander « *justice pour Jovenel Moïse* », davantage il lancera des stratégies pour rester aux commandes de l'État. Aussi, les négociations, qu'il s'était engagé à poursuivre avec, notamment, le Bureau de suivi de l'Accord de Montana (BSA), dans la recherche d'une vraie entente de sortie de crise, ont-elles échoué. Si irréconciliables étaient devenues les prises de position, entre Ariel Henry, avec ses alliés, et les tenants de l'Accord de Montana, autour de l'installation d'un Exécutif intérimaire, ces derniers ont-ils décidé de continuer seuls. D'ailleurs, n'avaient-ils pas élu un président et un Premier ministre d'un gouvernement intérimaire, sans même s'évertuer à résoudre la question de la prise en charge du gouvernement, le 7 février? Voilà donc, d'un côté, un président et un Premier ministre en attente de leur intronisation, et de l'autre, un Premier ministre de facto, en sus de n'avoir ni mandat ni légitimité, en poste, sans que personne ne sache comment le déloger. Alors que, désormais, la lutte se fait rage autour des moyens à se donner pour l'éjecter de la primature.

Les méthodes de lutte — ou de négociation — n'ayant pas changé, après le 7 février, il faut s'attendre à la mise en œuvre des mêmes méthodes d'échange d'idées qui avaient dominé les pourparlers avant cette date. Dans la mesure où les acteurs en présence restent inchangés, rien n'oblige à croire à un résultat différent de celui qui a accouché de l'impasse ayant favorisé le maintien doublement illégitime d'Ariel Henry au pouvoir.

Maintenant que le pays vit sous le régime de l'après-7 février, car piloté par un Premier ministre de facto, dont l'avenir politique est en doute, pendant combien de temps encore le pays restera enfoncé dans l'agonie de cette crise interminable ? D'autant plus que les propos tenus par les acteurs de l'Accord de Montana n'autorisent aucun espoir.

Certes, Jacques Ted Saint-Dic, porte-parole de cette coalition, après avoir reconnu le bien-fondé de la tenue de la « *négociation* » avec le Premier ministre de facto, a déclaré : « *(...) Maintenant, nous aurons à définir les critères et le contenu de la négociation, l'agenda, le temps qui sera consacré et les conditions (...)* ».

Intervenant, à son tour, sur le dossier de la « *négociation* » avec Ariel Henry, l'ingénieur Ernst Mathurin a souligné : « *Si on parvient à une entente sur le protocole, les négociations vont commencer. Au niveau de l'Accord de Montana, nous sommes prêts pour négocier. Notre accord a été obtenu sur la base d'une négociation* ». Mais il n'a point tarder à ajouter : « *Il y a des suspicions sur l'implication présumée d'Ariel Henry dans la mort de Jovenel Moïse qui doivent être clarifiées. De plus, il faut aborder les revendications des ouvriers et la répression des agents de la PNH lors de leur manifestation* ».

Pour sa part, Magalie Comeau, un autre poids lourd de l'Accord de Montana, a émis des points de vue qui, de toute évidence, renferment bien des sous-entendus. Elle affirme que les acteurs de Montana ont accepté de faire une « *dépassement de soi* » pour aller s'asseoir avec le Premier ministre de facto, par rapport à la souffrance de la population. Elle attire particulièrement l'attention sur l'ambition de M. Henry d'organiser des élections. Ce qui inspire les paroles suivantes : « *C'est ce que le président Jovenel Moïse voulait faire aussi. Il n'y était pas parvenu. Aller droit au mur, c'est faire perdre du temps au pays* ».

Les autres acteurs de l'Accord de Montana ne sont pas en train de ruminer moins d'idées contradictoires, par rapport aux ambitions de M. Henry, que leurs trois collègues. À la lumière des faits constatés et la manière dont évolue l'administration illégitime dirigée par Ariel Henry, rien ne fait croire que les prochaines négociations annoncées seraient différentes des premières. À moins que le « *dépassement de soi* » évoqué par Mme Comeau s'affiche partout, il n'y a aucun espoir que les résultats soient différents au bout des pourparlers.

Tout cela dit et constaté, Ariel Henry passe pour maître dans l'art de la distraction. Cela lui a permis de traverser, sans encombre, le cap périlleux du 7 février. Pourquoi voudrait-il alors changer de stratégie ? Surtout quand son objectif consiste à rester indéfiniment au pouvoir, afin de continuer à soutenir la vaste supercherie montée autour de l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse. Autant dire, ceux qui ambitionnent de négocier avec le Premier ministre de facto ont pour obligation de faire preuve de créativité.

Pour l'instant, il y a péril en la demeure !. Comme prévu, la délégation du groupe Montana, qui devait rencontrer M. Henry, est arrivée à la primature à l'heure indiquée. Mais le Premier ministre de facto a brillé par son absence; et n'a même daigné saluer ses interlocuteurs ou s'excuser de son indisponibilité. Après 25 minutes d'attente, les représentants de Montana sont repartis, sans dire mot.

En début de soirée, une lettre, en date du 14 février, adressée au « *Docteur Ariel Henry, chef du Gouvernement en place, signataire de l'Accord du 11 septembre, et ses alliés* », tombe comme un couperet. Finies les négociations, à moins que : « *Que le chef du Gouvernement en place, au nom de la moralisation de la vie politique, déclare être prêt à répondre à toute invitation de la justice et à faciliter la reprise de l'enquête seule à même de contribuer à lever les allégations relatives à son implication* ».

Les marges de manœuvre d'Ariel Henry sont dangereusement réduites risquant même de lui attirer le « *blâme* » de ses commanditaires internationaux. Ce qui commence déjà à poindre à l'horizon, avec la déclaration d'un haut fonctionnaire du Département d'État révisant la position des États-Unis sur les élections que, selon lui, ne sont pas possibles, dans les présentes conditions.

HAITI OBSERVATEUR
Haïti Observateur
P.O. Box 324
Brooklyn, N.Y.
11235-0235USA (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 11

EDITORIAL

Resolving the crisis: Ariel Henry becomes top distraction

It's more than a week since the February 7 deadline for Ariel Henry's departure from the Prime Minister's Office. And he's still in office. Illegally and unconstitutionally! Meanwhile, the traditional political actors are still looking for a way out of the crisis. They are engrossed in mulling over ideas and proposals, except for one thing: the de facto Prime Minister, now devoid of any excuse to remain head of the Executive, has become a top distraction. Whereas our main concern should be focused on the ideal formula to rid the country of the neurosurgeon's grip at the commands of the Republic.

Let's be clear about it. Ariel Henry was imposed on the country as Prime Minister by the CORE Group of Western diplomats, following the dictates of Washington. To do so, they had pushed out the one who initially took control, still with their support, declaring him unfit for the function. Since he was installed, Ariel Henry has spent most of his time playing a stalling game and using all sorts of strategies to stay in power, even forever. Forget that he's become a punching bag, being attacked from all sides. Forget that he's the favorite target of political actors saying his nomination as Prime Minister is illegal and in violation of the Constitution. From the very beginning, he's been playing defense 24/7 for his survival in office. This implies the use of public funds as well as other resources of a human nature, especially intellectual, to keep at bay all those whose aim is his removal from power.

Voices against him are being raised ever louder, protesting his administration's inaction in the urgent needs of the population, his pusillanimity in the face of armed gangs and his systematic violations of the Constitution. In the process, Mr. Henry has spent his seven months in government defending himself, leaving few resources to invest in good governance. There's no indication that this situation will change in coming days. To the contrary, the downward trend will intensify. As was shown, faced with nearly general mobilization against him, seeking to enforce his departure on schedule, on February 7, he spent most of his time, energy and (State) money to stay in power. He also has multiplied the initiatives which are likely to strengthen the support he enjoys from the international community, such as saying the elections will soon be held.

It's now like a game of chicken. As the sectors opposed to Ariel Henry raise the ante in their efforts to eject him from the Prime Minister's Office, he commits even more resources and means to avoid succumbing to the attacks directed at him. In this regard, those sectors which decided to enter into a new round of negotiations with him to find the elusive "ultimate agreement" may be losing their time. After months of talks, nothing positive has ever materialized. They always fail, because, on the one hand, the de facto Prime Minister has been using delaying tactics, pursuing a strategy only to maintain himself in power. On the other hand, each of the other entities involved in the talks aimed at seizing power. In that light, both sides were promoting their own interests, to the detriment of the Haitian people. Now that the target date of February 7 is behind us, it remains to be seen whether the situation will change. What's the mood of the political parties and organizations that are preparing to enter into negotiations once more with Dr. Henry, in search of yet another agreement to end the crisis? Whatever they think, Ariel Henry will spare no effort to remain head of the Executive for as long as possible. That's the only way he can ensure protection against his accusers, who have become super aggressive, following some credible accusations about his implication in the assassination of Jovenel Moïse. First, they appeared in the reputable New York Times; and more recently the major TV chain CNN came up with evidence that Mr. Henry was among the main plotters of the assassination.

As things stand, the Prime Minister is forced to play defense aggressively. For he's being harassed from all sides, as the investigation into the assassination of the de facto president intensifies. Now he's more determined to remain at the Prime Minister's Office. That's like a fortress for him, protecting him from his accusers, who insist in their demand of "justice for Jovenel Moïse." So, Ariel Henry has launched all sorts of strategies, including a lobbying campaign in the U.S., to hold unto the helm. Moreover, there's not much to expect from commitment he made to continue negotiations, especially with the "Follow-Up Office (French acronym BSA) of the Montana Agreement. The positions of Ariel Henry and his allies are irreconcilable with the proponents of the Montana Agreement, particularly on the installation of an interim executive. To wit, the Montana folks had gone their own way, electing an interim President and Prime Minister, without even bothering to resolve the issue regarding who would have taken charge of the government on February 7. Therefore, on the one hand, there is a president and a prime minister waiting to be sworn in, and on the other, a de facto prime minister, who has neither mandate nor legitimacy. Yet, no one has found the formula to ease him out of the Prime Minister's Office. Thus, the struggle still raging has one aim, and one only: His removal from office.

Looking at the evolution of the situation, we observe that the methods of the struggle — or the negotiations — have not changed since February 7. The exchange of ideas that dominated the pre-February 7 talks continue in post February 7. Insofar as the actors involved remain the same, there is no reason to believe that the outcome will be different from the one that led to the impasse which favors Ariel Henry remaining in the saddle, though twice illegitimately.

Now that the country is living under a post-February 7 regime, led by a de facto Prime Minister whose political future is in doubt, how much longer will the country remain in the agony of this unending crisis? The statements made by the actors of the Montana Agreement do not offer much hope for a swift resolution.

Certainly, Jacques Ted Saint-Dic, spokesman for this coalition, after recognizing the validity of holding "negotiations" with the de facto Prime Minister, declared: *"... Now we will have to define the criteria and content of the negotiations, the agenda, the time that will be devoted and the conditions. ..."*

Intervening, in turn, on the issue of "negotiation" with Ariel Henry, engineer Ernst Mathurin said, *"If we reach an agreement on the protocol, the negotiations will then begin. In terms of the Montana Agreement, we are ready to negotiate. Our agreement was reached on the basis of a negotiation."* However, he was quick to add, *"However, there are suspicions about the alleged involvement of Ariel Henry in the death of Jovenel Moïse, which must be clarified. In addition, we must address the claims of workers and the repression of PNH officers during their demonstration."*

For her part, Magalie Comeau, another heavyweight of the Montana Accord, expressed views with subtle undertones. She claims that the Montana actors agreed to *"go beyond themselves"* to sit down with the de facto Prime Minister, because of the suffering of the population. She draws particular attention to Mr. Henry's ambition to organize elections and noted that *"This is what President Jovenel Moïse wanted to do also. And he had failed. Going straight into the wall is a waste of time for the country."*

The other actors in the Montana Accord are not brooding any less conflicting ideas, in relation to Mr. Henry's ambitions than their first three colleagues. In light of the facts and the way the illegitimate administration headed by Ariel Henry is evolving, there is no reason to believe that the next announced negotiations would be different from the first. Unless the *"overcoming of self"* evoked by Ms. Comeau takes precedence, there is no hope that the results will be different if talks ever take place.

After all is said and done, Ariel Henry is a master at distraction. This allowed him to get through the perilous period of February 7 —without a hitch. Why would he suddenly change his strategy now? Especially when his objective is to remain in power indefinitely, to keep alive the deceptive campaign around the investigation into the assassination of Jovenel Moïse. In other words, those who aspire to negotiate with the de facto Prime Minister are wasting their time.

Forget all the foregoing. It seems that negotiations on the verge of failing, after what happened Monday. As previously arranged, the representatives of Montana arrived Monday afternoon at the Prime Minister's office to begin the talks. They were left sitting in a room for 25 minutes, without ever seeing Dr. Henry, who didn't even have the courtesy to send someone to apologize about his disappearing act. Whereupon, the Montana delegation left without saying goodbye.

Early that evening, a letter signed by four members of Montana's BSA was addressed to *"Dr. Ariel Henry, Head of the Government in place, signatory of the September 11 Accord, and his Allies"* to set the record straight. In conclusion, it's said that for real negotiation to take place, certain things must happen first, among them the following: *"The Head of Government in place, for the sake of moralizing political life should declare himself ready to respond positively to any invitation of Justice and to facilitate revisiting the investigation [of Moïse's murder] which are necessary to squash allegations regarding his implication in the dossier. . . ."*

Ariel Henry's room for maneuver is dangerously narrowed and he may even be "blamed" by his international sponsors. This is already beginning to appear on the horizon, with the statement of a senior State Department official revising the U.S. position on the elections, which, according to him, are not possible under the present conditions.

HAITI OBSERVATEUR
Haiti Observateur
1991 Broadway
Brooklyn, NY
Y 11435-6215 tel. (718) 812-8600
SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

Nommément, Mme Graham a identifié les dirigeants, entraîneurs, joueurs et joueuses, présents dans la salle, qui ont marqué en lettre d'or l'histoire unique des Tigresses-Tigers. Et a ceux qui assurent la relève, elle leur rappelle la noble tâche qui leur incombe : maintenir l'ASTT au sommet par l'excellence.

Le Dr Marie Antoinette Gauthier, avec la verve qu'on lui connaît, a replacé, dans le temps, l'histoire des Tigresses-Tigers, qui a débuté le 1er février 1972. Faisant partie des joueuses pionnières du football féminin, en Haïti, mais surtout, pionnière de l'équipe féminine des de la première équipe de football féminine d'Haïti, Mme Gauthier a retracé avec humour la naissance du club fondé dans un contexte hostile. Les idées dominantes de l'époque conféraient des rôles précis aux femmes, comme le ménage, le foyer, le soin des enfants, etc. Le football était réservé aux hommes, donc les femmes n'y avaient pas droit. C'est dans ce contexte tumultueux que le football féminin a pris naissance et que Tigresses a vu le jour. Il fallait faire face aux discours rétrogrades, aux propos sexistes, malsains, désobligeants et bien d'autres encore. Malgré tout, le football féminin a surfé sur les hostilités, les contradictions et les perceptions de l'époque. Les filles ont donné une résistance sans faille pour se faire accepter comme joueuses de football à part entière. Soutenues par des hommes et des femmes visionnaires et avant-gardistes de l'époque, elles ont bousculé les traditions, révolutionné les tabous pour se faire une place de choix dans le milieu du football. Les années qui s'en suivirent, et jusqu'à aujourd'hui, ont donné raison à ces femmes courageuses qui, pour la plupart, aujourd'hui, exercent toute sorte de métiers et œuvrent toujours dans le milieu du football.

Il s'en est suivi tout un ensemble de témoignages par des anciennes joueuses des Tigresses-Tigers. De la représentante de la diaspora, Mercia Desroches Clergé, en passant par Ginette Chérubin, Nadège Pamphile, et bien d'autres joueuses, les anecdotes ont pris une place spéciale au cours de la cérémonie. Et pour couronner l'événement des plaques d'honneurs ont été décernés à plusieurs personnalités ayant contribué et participé au rêve gigantesque des Tigresses-Tigers. Les artistes Alexa et Josué, invités spécialement pour mettre l'ambiance à la cérémonie ont assuré avec brio leur partition.

Pendant 50 ans, les Tigresse-Tigers ont écrit leur propre histoire. L'ASTT a donné à Haïti des femmes et des hommes responsables. Les Tigresses n'ont pas seulement dominé le sport, en Haïti, mais ils ont aussi participé à la construction d'une Haïti meilleure. Des anciennes joueuses et joueurs des Tigresses sont aujourd'hui des cadres du pays. Ils sont médecins, avocats, ingénieurs, etc., d'autres sont des ambassadeurs. Nerilia Mondésir, Melchie Daëlle Dumornay sont la preuve vivante de l'obsession de l'excellence prônée par les Tigresses-Tigers. Ce demi-siècle est une source de fierté et de motivation pour tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont apporté une pierre à la construction de l'Association. Le flambeau du cinquantième est bien allumé, il le restera jusqu'au 1er février 2023, date à laquelle un nouveau cycle s'ouvrira vers le centenaire.

R.S.

Suite de la page 16

dans tous les sports, atteindre un haut niveau compétitif, sans commencer une initiation dès l'enfance est chimérique. Les retards sont irréversibles, lorsque les footballeuses débutent aussi tard. En plus, avec la bidonvilisation, il y a de moins en moins d'espace pour le football sauvage, le football de rue de se développer, le développement du football de jeunes est donc menacé, d'autant que le programme du ministère des Sports « *Opération 2006* » a disparu avec les changements successifs de ministres.

Alors avec l'aide d'un expert de la FIFA, Yvon Avry, la FHF lance Camp Nous, qui commence par une détection de jeunes talents féminins (12-13 ans d'âge), et voilà le début d'une ascension fulgurante en fanfare de 10 ans. Les équipes féminines haïtiennes terrassent leurs adversaires de la Caraïbe, et même dament le pion aux géantes de l'Amérique du Nord. Au Trinidad, en 2018, Haïti élimine le Canada et contraint les No. 1 mondiales américaines au nul et à une série de penalties. Et ça ne fait que commencer. Alors commencent les agressions. Ernso Lorrence sera le premier à s'en prendre au football féminin en s'attaquant à notre méga star, Corventina, qu'il dit vouloir sauver, alors qu'elle est déjà consacrée star mondiale.

Et puis depuis deux ans, c'est la débandade, une destruction sauvage, les jeunes joueuses sont expulsées de leur Camp Nous et jetées dans les rues. La clef du succès résidait dans le travail assidu quotidien et poussé chaque jour toute l'année.

Depuis donc quasiment deux années, plus de travail. Pire, le programme avait pris un élan exceptionnel, avec son extension vers un âge plus précoce regroupant une centaine d'académies qui recevaient, à un âge plus précoce (7 à 11 ans) des filles dans les villes de province pour former en masse des footballeuses. En moins de deux ans, tout a été balayé, et depuis il n'y a quasiment plus d'équipes féminines qui s'entraînent dans tout le pays. Bien entendu, le noyau d'une quinzaine déjà en France fera nous bercer d'illusion encore de quelques bons résultats, même des résultats spectaculaires. Pourtant, même celles, qui ont été chassées de Camp Nous, tellement avancées, même réunies à la va-vite, comme c'est le cas des anciennes U-20 convoquées pour les éliminatoires FIFA, en République dominicaine, dans 9 jours, peuvent réussir des «*Coups* », mais la terrible réalité, et après?

En effet, il n'y a pas de footballeuses qui s'entraînent au pays. De là imaginer la fin du règne du football féminin dans le pays, il y'a lieu de dire : De grâce, arrêtez le crime !

J.B.

Suite de la page 16

l'idée de retourner en service, alors qu'ils sont médiocres. Aussi, avec la clique de Pétion-Ville, ont-ils négocié Grant dans le package remis à Molina, d'autant qu'au secrétariat de la FHF, l'intégrité de Grant et son refus maladif de faire dans la corruption dérangent la stratégie de racket qui s'installe ainsi. Ce tsunami, qui « *kraze foutbòl la* » (qui démolit le football) veut dénigrer tous ceux qui servent la FHF par amour et passion du jeu avec intégrité,

L'ingénieur Rosnick Grant est une grande personnalité du football haïtien, le premier haïtien aussi respecté dans notre région, avec pourtant des Associations très avancées en matière d'arbitrage. Très jeune, avec la Commission nationale des jeunes, au début des années 1980, cet ingénieur spécialisé en électricité, cadre professionnel de haut rang de l'Électricité d'Haïti (EdH), a consacré toute sa vie à l'arbitrage; depuis de longues années utilisant même ses facilités de déplacement pour l'EDH pour arpenter le pays, organiser, parallèlement à son travail, avec l'EdH, des séminaires d'initiation, dispenser des cours de perfectionnement effectuant parallèlement de longues émissions de sensibilisation à la radio et à la télé, autour des lois du jeu et des modifications constantes qui y sont apportées par l'international FIFA Board.

Il restera l'un des rares arbitres internationaux haïtiens ayant gardé le badge FIF international pendant des saisons. Il a ainsi fait de grands sacrifices acceptant de vivre loin de sa famille, installée depuis longtemps à l'étranger, pour aider son pays en matière d'électricité et de football. Intégré jusqu'au bout des ongles, l'arbitrage est un sacerdoce pour lui; il lui consacre sa grande expérience, son riche savoir et ses modestes ressources personnelles se donnant à fonds parcourant le pays tous les week-ends à former, à motiver, à encadrer, à détecter, à supporter, bref à véritablement construire et moderniser l'arbitrage haïtien, sortant ce secteur important du football de la mainmise de dizaines de mosaïques d'écoles *borlette* d'arbitrage pour finalement construire une solide organisation qui a fait sortir le football haïtien de la routine amateur de plusieurs décennies à un niveau d'excellence et de passion dont nous envient plusieurs pays étrangers. Car fini le temps des arbitres ventripotents en pauvre condition physique, le règne des directeurs de jeu en pauvre condition menant leurs matchs, immobiles, depuis le rond central en piètre condition physique, incapable de passer les tests théoriques et physiques internationaux. Grant a réussi à faire de l'arbitrage féminin un joyau reposant sur le travail, l'évaluation permanente, l'étude des langues étrangères et surtout l'entraînement régulier, sans compter un encadrement de tous les instants en misant aussi sur la concurrence; un travail salué et respecté par tous, au point qu'après des années il est considéré comme un vrai monsieur, d'autant que le plus fort de cet investissement sans compte sa lutte perpétuelle pour le respect de l'intégrité et son combat obsessionnel contre le match fixing et la corruption, combat qui lui vaut de grandes inimitiés, mais aussi un immense respect. Le clan des corrompus et ignorants des vieux dinosaures ayant longtemps fait de l'arbitrage un gagne-pain avec leurs écoles d'arbitrage bidon a donc profité de ce vaste complot contre l'excellence dans le football pour river leur clou à ce grand, très grand expert instructeur, que les gérontes de la FHF, de Carlo Marcelin à Roosevelt Ducasse, corrupteurs d'arbitres mille fois dénoncés pour leurs démarches indécentes auprès des arbitres, pour tenter d'arranger les matches, profitent, une fois de plus, pour salir les noms et écarter ainsi tous ceux qui sont propres, incorruptibles, intègres, notamment Nella Joseph, Yvette Félix, vrais amants et serviteurs du football.

Avec Grant absent de l'arbitrage, c'est vraiment le cas de dire : « *Un seul être vous manque et tout est dépeuplé* ». On dit souvent que la mémoire du pays se trouve à l'étranger. 95 pour cent des professionnels sortis dans toutes les disciplines de nos universités, laissent le pays pour aller chercher la vie ailleurs. La mémoire d'Haïti est éparpillée dans les pays étrangers et n'y reviendront jamais. L'immense majorité des bons joueurs vont, un jour ou l'autre, s'établir hors du pays; le football n'échappe pas à ce fléau, ces dernières années, avec la misère, et, désormais, la violence gangrenant le pays, nos valeurs s'en vont, les bons dirigeants aussi, en quête d'une terre d'accueil; nos clubs ont un grand mal à trouver de bons et passionnés dirigeants; les bons arbitres deviennent rarissimes. Rosnick Grant a dû s'investir, se dépenser pour trouver des opportunités, en tout cas encourager, inciter les bons sifflets à rester au pays, vu qu'aucun football ne peut progresser ni avancer sans tenir compte de la durée, de l'expérience. Imaginez que, deux années de suite, nos arbitres ont été applaudis et félicités au tournoi de Montaigu et au Sud Ladies Cup dirigeant des matches d'équipe de haut niveau, comme Argentine, France, Portugal, Angleterre.

Grant absent : Un coup mortel asséné au football

C'est donc un coup mortel que des ambitieux motivés par rien que l'intérêt personnel assènent encore au football, au moment où tout est au point mort : l'Académie Camp Nous est fermé, depuis octobre, pour les garçons, et depuis début décembre, pour les filles; le Centre FIFA Goal est en délabrement, une bonne partie du matériel emportée et dilapidée; plus d'une centaine de filles ont été renvoyées; les joueuses de la Sélection, renvoyées à la maison, ont été obligées d'émigrer et d'aller chercher une autre vie aux USA et au Canada; celles qui sont en France font face aux pires difficultés, puisque la FHF oublie ses engagements de payer les loyers et de leur envoyer le petit support économique semestriel. Dans ce tsunami, qui laisse pourtant la presse et le pays indifférents, on peut dire que c'est un

Suite en page 13

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 13

Sports

Suite de la page 12

complot contre la passion, contre la compétence et l'excellence, et, surtout, contre le pays, qui est ourdi. À ce jour, le football, malgré la chute vers la médiocrité de l'ensemble du pays, avait fait mieux que résister; il avançait, à pas sûrs, vers les sommets, mais les coups qui lui sont assénés, depuis une année, sont mortels.

Le plus navrant, c'est que le pays assiste à tout cela sans réagir. Où sont les millions de fans, qui chantaient et tard, dans la nuit, dansaient dans les rues, lors de la Gold Cup ?. Où sont les fanatiques, qui sautaient et dansaient devant leur télé, lorsque le missile de Coventina, au Stade Félix Sanchez, transperçait les buts du Mexique, vice-champions du monde, en Uruguay, faisait se soulever des millions de nos compatriotes, dans le monde entier, devant leur TV ? Aujourd'hui, un « *Blanc* » à la solde de quelques apatrides, sans même venir au pays, un tsunami qui contraint, depuis trois mois, Dumornay à errer, comme une âme en peine, dans les rues de Mirebalais qu'elle pensait avoir laissée pour aller marquer des buts à Lyon. La petite ailière gauche de poche aux dribbles déroutants, Abaina Louis, depuis trois mois, elle aussi, est repartie jouer pieds nus, comme il y'a huit ans, dans les rues défoncées de Fougy, une des zones les plus pauvres de Cité Soleil, alors qu'on l'attendait, en Espagne et au Portugal. Et ce « *petit Blanc* » audacieux où cette dame canadienne parle de venue libérer des enfants et des filles qui avaient accédé au Rang de cinquième joueuse mondiale rendue «*sans espoir* » et jouant des deux camps sur la place de Mirebalais; ou alors les deux stars qui jouent à Nîmes, sur le point d'être jetées dans les rues de Montpellier, parce que leur Fédération a omis de payer leur appartement. Ces grands espoirs du football, qu'on voyait déjà dans la lutte pour la qualification, à la prochaine Coupe du monde. Se retrouvent brusquement chercher la vie dans le froid de New York, parce que chassées par leur Fédération, à Camp Nous, ne sachant désormais d'où viendra leur salut, elles qui se voyaient et rêvaient de buts ou de promenades déjà à Lyon, Madrid ou Manchester. Et le « *petit Blanc* » a fait cette destruction du rêve de jeunes Haïtiens sans jamais mettre les pieds en Haïti. Mieux sans qu'aucun des centaines de journalistes haïtiens n'aient fait le petit effort, en plus d'une année, de se rendre, en moins d'une heure, à Croix des Bouquets, chercher la vraie vérité des vrais acteurs, vraies victimes de ce petit Blanc raciste, qui a détruit 7, 8, 10 ans de sacrifices de petits Haïtiens. Une façon de dire de Rosnick, sans exagérer, «*il est irremplaçable* ».

Après l'ex président Dadou Jean-Bart, Louis l'ethnologue Nella Joseph, ancienne capitaine de l'Équipe nationale de football, qui s'occupait de l'encadrement et de la formation générale des filles senior et U-20, Mme Joseph avait été accusée d'amener et d'arranger les « *affaires* » entre l'ex-président.

Ensuite, ce fut le DTN Wilner Étienne, pour les mêmes motifs d'abus sexuels. Mme Yvette Félix, elle- même encadreuse et assistante entraîneuse nationale, ancienne capitaine d'Anacaona et de l'Équipe nationale féminine, tean manager et responsable également de la logistique des équipes nationales, a été accusée d'avoir favorisé l'entrée, la nuit, de l'ex-président, dans les installations de Camp Nous, et surtout d'avoir enlevé les passeports des filles pour les remettre à l'ex-président de la FHF.

Il est important de rappeler que toutes ces accusations ont été formellement démenties par les personnes mises en cause. Leur avocat, dénonçant un complot monté de toutes pièces par des ennemis de l'extérieur et un groupe d'employés, dans le but de retirer de la direction de la FHF M. Jean-Bart et son comité élu à l'unanimité des suffrages, en février de l'année dernière.

Diverses entités nationales préposées à cet effet, comme la DCPJ, le commissaire du gouvernement de la Croix des Bouquets, le juge d'instruction de cette juridiction, ont enquêté pendant presque sept mois, visitant, presque chaque semaine, le centre de La Croix des Bouquets à la recherche de la vérité de preuves, rencontrant, interrogeant et écrivant, vu par voie diplomatique, à chacune des entités dénonciatrices, en Haïti et à l'étranger (les organisations féminines, *The Guardian*, la FIFA, les dénonciateurs Romain Molina et ses collaborateurs, *The New York Times*, tous ceux-là qui avaient dénoncé les cas d'abus sexuels. Le juge d'instruction, prenant au mot les organisateurs, avait sollicité et obtenu l'assistance de l'Office de protection du citoyen, un organisme public respecté en Haïti, pour offrir la sécurité à ceux qui voulaient porter plainte en justice. Le juge, mais aussi des enquêteurs travaillant pour la FIFA, ont été plusieurs fois sur place, rencontrant d'abord les principales intéressées, les joueuses, les joueurs, les coaches, le personnel d'encadrement, et même le personnel de soutien.

HAÏTI-FOOTBALL

L'arbitrage haïtien enterré avec Rosnick Grant

Par Dominique Adé

Comme nous l'avions souligné, il y'a quelques semaines, dans les colonnes d'*H-O*, c'est chaque jour que l'on découvre l'ampleur et la portée du choc destructif subi par le football haïtien, avec la complicité de corrompus haïtiens avec des instances internationales supérieures du sport-roi déterminés à stopper l'ascension du football haïtien conquérant depuis une décennie et bousculant la hiérarchie de la Caraïbe, qui voyait, il n'y a pas longtemps Cuba, dans un premier temps, puis Trinidad et, il y'a peu, la Jamaïque.

Les effets désastreux de la catastrophe se sont faits sentir immédiatement : l'équipe olympique U23, préparée avec une pléiade de jeunes découverts à travers une troupe de jeunes adoptés dont on a trouvé les traces à travers les offices d'état civil des zones pauvres des grandes villes du pays.

Ainsi, Haïti avait pu dénicher une dizaine de jeunes qui, installés dans leur camp d'accueil, ayant même joué dans des sélections de jeunes, dans de grands pays d'adoption, comme la Hollande, la Belgique, le Danemark. Cela élèverait donc le niveau des équipes nationales de jeunes et attire plus de grands clubs étrangers vers le football haïtien et les premiers à en bénéficier ce sont les ex-bons jeunes formés en Haïti, dont la visibilité a augmenté avec les bons résultats élevés de nos équipes de jeunes.

Tous ces nouveaux jeunes

Rosny Grant

étaient déjà à Guadalajara, en mars 2020. La Fédération, démon qui se disait la FHF, avait même obtenu le feu vert de la FIFA, des parents d'adoption et enregistrés comme internationaux haïtiens, un gâchis, faute de suivi avec ces jeunes qui, convaincus du projet qui leur était offert, et encouragés par leurs parents adoptifs, étaient déjà au Mexique lorsque le tournoi a été annulé, pour cause de COVID-19, en 2020.

La débandade et la course vers une mise en place maffieuse, blanchir l'argent sale, qui est l'objectif de ce crime que *H-O* dénonçait, il y a peu. La première a commencé avec l'élimination de Grant, qui, avec courage, a réussi à écarter les ratés, utilisant des critères techniques.

Mais la mise en place de l'-après-Grant a continué, avec l'installation d'un nouveau directoire de la Commission nationale des arbitres(CONA) présentée ET installée le 2 février 2022. Ainsi les comploteurs nouveaux maîtres de la FHF sont : Monique André, Yvon Sévère, Carlo Marcelin cherchent du terrain pour avancer dans leur projet macabre, aux yeux de tous.

Voici la composition du directoire de la CONA :

1.Wilson Tilus, ex-arbitre international, président; 2. Joseph Marckingson, ex-arbitre, très peu connu et ex-directeur du Don Bosco de Pétion-Ville, vice-président; 3. Deland Thomas, ex-arbitre international, ex-vice-président et président a. I., après la sanction contre le président, vice-président; 4. Wesline Louis, ex-arbitre international ayant fait deux finales des Jeux de la francophonie (2013 et 2017), membre; 5. Carlo Maître, ex-arbitre international, membre.

« Violation des statuts de la FHF et des règlements de la FIFA »

C'est l'article 40 des statuts de la FHF en vigueur qui parle des commissions permanentes. La Commission des arbitres est mentionnée au point « *d* » dudit article. L'article 40.2 précise que les président et vice-président des commissions permanentes doivent être membres du comité exécutif, à l'exception de la commission d'audit.

Smeedly Saint-Jean

En plus, selon les dispositions de la FIFA, en matière de règlements (chapitre 4) régissant l'arbitrage, au sein des fédérations, publiés le 3 décembre 2020, les membres de la CONA doivent être totalement indépendants. C'est une violation grave de la part du Comité de normalisation. C'est sans doute pour satisfaire à ceux qui ont fait un sale boulot lié à complot.

« Double présence du Don bosco FC à la CONA»

Don Bosco PV fait « *dekabès* ». Autre que Marckingson Natoux, ancien directeur du Don Bosco, quand son frère était entraîneur dudit club, Carlo Maître est celui qui a hébergé chez lui, au Cap Haïtien, le duo Ernson Laurence (ex-joueur du Don Bosco FC), et Lesly Jean Laurent, quand ils étaient en tournée dans le Nord, en vue de se faire des alliés dans le cadre du complot contre le football haïtien, nous rapporte un ex-arbitre nord. Suite à cette tournée, le faussaire Allan Jacques a créé le mouvement des arbitres nationaux indépendants (MANI). Les acteurs du football, particulièrement les dirigeants des clubs et le Syndicat national des arbitres de football (SYNAF) ont du pain sur la planche.

« Traîtrise des actuels membres de la CONA »

Selon un ancien arbitre de l'Artibonite, Wilson Tilus a beaucoup à prouver, s'il veut quitter la CONA avec la tête haute, car, dit-il « *Kote yap plimen kodenn, poul pa ri* ». Cet originaire de l'Aartibonite a également rappelé à Wilson Tilus : « *Bet ake pa jambe dife* ». À l'exception de Deland Thomas, qui est un vieux routier, les autres sont des novices, qui doivent bien se comporter pour ne pas se faire complices des comploteurs. C'est le président fondateur du FC Delmas, qui répète toujours : « *Qui composent avec des comploteurs sont des comploteurs* ».

Mission secrète

Suite en page 15

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 14

Kreyòl

Soti nan paj 6

se, gang pran kontwòl Matisan, mete mounn nan zòn nan deyò nan kay yo, anviwon 19 mil mounn konsa ki vin tounen refije nan pwòp peyi yo. Kominikasyon koupe ant kapital la ak 4 depatman epi 3 gwo vil nan Depatman Lwès la, ki sou kontwòl Pòtoprens. Men jan defen patwon l nan pa t okipe sa, Aryèl Anri te fèmen je l sou sa k app ase Matisan an epi nan lòt zòn tou. Li pa vle fè gang fache kont li. Vwala ke kounnye a, li di, prese prese li pral rezoud pwoblèm gang nan.

Se pa mwen k ap fè pawòl non. Apre konferans de près la nan laprèmidi, nan aswè vandredi a, msye kore sa l te di a avèk youn twit. M ap bay li an franse, jan l te bay li a : *"Nous commençons à identifier ceux qui alimentent et financent les gangs. La situation de notre pays doit changer. Chaque citoyen doit pouvoir vivre et circuler librement dans son pays ».*

Di m, mezanmi, depi 7 mwa Aryèl Anri sanse sèl chèf nan peyi Dayiti, men se kounnye a sèlman li arive idantifye kilès ki dèyè gang yo, k ap finanse yo! Se kounnye a li finalman konprann ke peyi a pa ka kontinye konsa. « Fòk sa chanje! » Wi, se kounnye a li sonje pawòl Pap Jean Paul II (Jan Pòl 2) a, lè l te debake nan ayewopò Pòtoprens, nan dat 9 mas 1983, apre li te bese pou l bo tè a, li te di : ***« Fòk bagay yo chanje isit la ».*** Gade ki kantite lane sa pran pou premye minis defakto a vin sonje sa, jiskaske l di : « *Fòk tout sitwayen ka viv jansadwa epi sikile nan peyi yo lib e libè!* » Ēske l pa wont?

Enben n ap di tout mounn ki nan negosyasyon yo pou yo konprann youn bagay, bèl pawòl ak ti jès kòmsi yo pral regle kesyon gang vre, tou sa pa vle di anyen. *« C'est de la poudre aux yeux »*, jan yo di an franse. Si pral gen chanjman vre, fòk toudabò gen repantans, jan levanjil la di. Fòk yo repete pawòl legliz la : *« C'est ma faute, c'est ma grande faute ».* E menm chanje pawòl enpe, mete ajenou piblikman, pou yo di ***« Se fòt mwen ak fòt bann atoufè parèy mwen yo ki mete n kote nou ye a. Nou repanti. N ap mande padon. E n ap renmèt sa k pa pou nou! »***

Se sèlman konsa nou ka wè youn bon tèt ansanm, kote ipokrizi pral disparèt, kote se pa enterè pèsonèl, tankou ki pozisyon yo pral genyen nan sistèm peze souse a ki nan fontenn tèt yo. Nou swete Ayiti bòn chans nan Kalfou nou rive a. Men mwen menm, mwen di : ***« De la parole aux actes ! »*** Se la m ap tann yo.

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
16 fevriye 2022
raljo31@yahoo.com

HAPPENINGS!

Continued from page 7

WHOM THE DOGS SPY may contact me by phone at 301-335-5063, or by email at raljo31@yahoo.com

***An investigation into the $ 3 million monthly going to Martelly**

In last week's issue, the lead article on front page, under the byline of the editor, Léo Joseph, details a vast financial plot whereby $3 million is paid monthly to former President Michel/Michael Joseph Martelly by Haiti's Customs, on order of Ariel Henry. The practice had begun under the late Jovenel Moïse and had also covered Martine Moïse, the president's widow, who was getting half of the money. But when there was a fallout between the Prime Minister and former Foreign Minister Claude Joseph, an ally of the former First Lady, Prime Minister Henry ordered all the money be sent to Martelly.

The government official accounting unit, known as « *Court supérieure des comptes et du contentious administrative* » (CSC/CA) must undertake an investigation to find out the nature of these payments. Also, to be investigated is what's happening with the funds at the Washington Embassy, as well as those in the various Haitian consulates. It's criminal that while more than four (4) million Haitians are suffering from hunger, according to the United Nations, the Haitian authorities are getting fat off the hog, following in the tradition of those before them who entered government service poor and are now millionaires and multi-millionaires.

RAJ
16 February 2022
raljo31@yahoo.com

NÉCROLOGIE

Une étoile du football haïtien s'est éteinte

Émile Lallemand est décédé

C'est avec beaucoup de peine et de douleur que nous annonçons le passage vers l'au-delà de M. Émile Lallemand, Milo pour les intimes, ce géant du football haïtien des années 50-60, qui nous a tant émerveillés, et a marqué l'histoire de notre sport préféré. Il nous a laissés, le samedi 8 janvier, paisiblement, entouré de sa femme et ses enfants, à Dolton, Illinois, après un long combat avec la maladie d'Alzheimer. Il avait 88 ans.

Milo Lallemand était né le 10 novembre 1933, à Port-au-Prince, fils aîné de Louis Émile Lallemand, chef de la section des presses à l'Imprimerie d'État d'Haïti, et d'Utilia Paillant, couturière.

Déjà, à un très jeune âge, au Petit Séminaire Collège Saint Martial, il s'était révélé un brillant complément de la fanfare de l'école, en flute et trombone, fanfare qui était beaucoup appréciée, lors des parades de la fête du drapeau ou des fêtes religieuses, en ce temps-là.

Ses habilités d'athlète se manifestèrent, d'abord au Lycée Toussaint Louverture, lors des Jeux olympiques interscolaires, au Stade Sylvio Cator, connu à l'époque sous le nom de Stade Magloire, et dans le passé, Parc Leconte. Sa spécialité était les courses de fond, et le saut en hauteur. En catégorie junior, il fut champion de saut en hauteur avec 1m73, et aussi en course de relais avec ses trois coéquipiers, Max Lambert, Raymond Toussaint et Claude Jean Pierre.

Ses exploits comme gardien de but de football commencèrent avec les matches interscolaires auxquels assistaient des milliers d'écoliers, les vendredis après-

Émile Lallemand, dans la vingtaine.

midi. Mais, c'était surtout comme gardien du Violette Athlétique Club, dans les années 40, que sa renommée s'est étendue à travers le pays. Avec ses coéquipiers, tels : Gérald Haig, les frères Kerby, Dorcéant, Gérard Delpèche, Ti Jacques, et bien d'autres, le Violette a connu de nombreux succès, et devenu champion pendant plusieurs années. Il a défendu les couleurs de la nation avec brio, face à de nombreux adversaires de talents, comme le Mexique, et d'autres pays de la Caraïbe. Parmi ses contemporains d'alors, en ce temps glorieux de notre football, on comptait des joueurs d'élites, comme : Lacossade, Dadadou, Antoine Tassi, alias Zoupenm, Ti Mews, Gesner Henry, alias Coupé Cloué, très connu dans le monde musical.

Sa renommée ne se limitait pas seulement à la capitale. Au Cap-Haïtien, et aux Gonaïves, il avait un succès exceptionnel. Au Cap, après une plongée spectaculaire pour saisir un ballon à bout portant, il paraît que certains disaient même : « *Nèg Lalman an gen pwen chat* ». Et aux Gonaives, il a eu une tournée légendaire comme le gardien « *TI-GRE* », après un article du *Nouvelliste* relatant ses prouesses athlétiques.

Devenu arbitre dans les années 60, il a eu pas mal d'histoires à nous raconter. Une fois, à l'occasion d'un match opposant Trinidad à une autre équipe de la Caraïbe, dans le cadre du championnat patronné par le président Duvalier, il avait catégoriquement refusé de se plier aux pressions qui lui ordonnaient de tout faire comme arbitre pour que Trinidad soit le perdant. Ainsi Haïti serait le champion du tournoi. Ce jour-là, sans l'intervention d'un ami de la famille, le Dr Max Adolphe, il ne serait pas sorti vivant de ce bourbier duvaliérien.

Homme de principe, Milo Lallemand était réellement doué de caractère, de courage, de discipline, une discipline qu'il a conservée avec lui quand il était devenu franc maçon plus tard. Il a consacré à cette organisation fraternelle toute son attention, toutes ses connaissances, ce qui

Champiion catégorie junior en saut en hauteur avec 1 m. 73 cm.

lui a valu d'atteindre le titre de Maître Maçon, célébrant souvent les cérémonies officielles.

Pendant qu'il gardait jalousement le filet du club Violette, Milo offrait ses services à l'imprimerie d'État d'Haïti comme technicien linotypiste. Il a occupé cette même fonction au journal *Chicago Tribune* de la Ville du vent, quand il a laissé son pays natal pour s'installer aux États-Unis. Il est resté au *Chicago Tribune* le reste de sa vie active, avant d'être frappé de la maladie qui a terminé ses jours.

Milo fut un père courageux, un époux exemplaire, un frère incomparable, un ami à toute épreuve, et l'idole de ses fanatiques. Pour parodier Bossuet : « *Il était un trésor inépuisable de sage conseils, de bonne foi, de sincérité, d'amitié constante, et de sagesse. Son souvenir sera impérissable dans nos cœurs* ».

Il laisse après lui sa dévouée femme, Marie Mimose, née Coupet; ses adorables enfants : Miriam (Gerald) Hilton, Rudy, Sienky; ses inséparables frères : Guy, Raymond, le Dr Roger; ses neveux et nièces : Claudia Maxime, Didier, Cynthia, Patrick, Delphine, Roger junior, Michèle et Jeffrey.

Que son âme repose en paix dans la maison du Seigneur.

Roger Louis Lallemand, MD

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 15

Suite de la page 13

de la nouvelle équipe

Un arbitre qui vit en Amérique du nord a déclaré que Carlo Maitre avait agressé physiquement un collègue arbitre du Nord, qui faisait office d'arbitre assistant, pour une divergence autour d'un match ayant opposé une équipe de la région métropolitaine de Port-au-Prince à une équipe de province. C'est une des raisons qui l'a fait écarter de l'arbitrage.

Un arbitre en activité au niveau de la région métropolitaine de la capitale craint que le président de facto Wilson Tilus ait une mission secrète bien spéciale, qui consiste à éliminer tout mouvement syndical dans l'arbitrage, ou, tout au moins, créer un syndicat jaune, dans le but d'asseoir l'autorité du Comité de normalisation. De plus, dit-il, la structure d'arbitres Élite Top15 pourrait être démantelée, afin d'effacer toutes les traces de Rosnick Grant. Quelle ingratitude envers ce dernier, qui a donné le meilleur de lui-même pour placer l'arbitrage à un niveau reconnu partout !

Dans un message partagé sur un groupe What'sAapp, Wilson Tilus se plaignait que le Comité de normalisation a rejeté certaines têtes qu'il voulait dans son équipe et lui en a imposé d'autres. Alors pourquoi M. Tilus a-t-il accepté de travailler avec des comploteurs ? Est-il lui-même comploteur aussi ? Car, les réseaux sociaux l'ont indexé, à tort ou à raison, pour ses relations avec des comploteurs ?

Lors de la présentation de la nouvelle équipe de la CONA, le mercredi 2 février 2022, Wesline Louis a brillé par son absence. Veut-elle jouer la carte de la prudence ou était-elle indisponible ? Va-t-elle se sentir confortable pour se baigner dans la piscine des comploteurs ?

Les membres nommés de facto, ne comprennent-ils pas la lutte des clubs face aux dérives du Comité de normalisation et du secrétariat général de la FHF ? Prennent-ils le risque calculé en faisant cavalier seul et en allant à contre-courant ?

Entretemps, certains anciens membres de la CONA, jetés à la poubelle par Wilson Tilus, se sentent humiliés; et un d'eux a juré de refaire surface, bien vite dans un autre poste, au nez de Wilson Tilus. Ce dernier, temporairement écarté, tient absolument à être récompensé pour sa participation active au complot.

D'autres comploteurs de l'Artibonite, du Nord et de Pétion-Ville sont également frustrés et veulent intégrer le CONA sous pression. Wilson Tilus doit montrer au Comité de normalisation qu'il a du caractère et de la personnalité. Mais, le pari est perdu à l'avance pour lui, car déjà en présence de 15 clubs de D1, Patrick Massena lui a interdit de répondre à une question posée par le représentant de l'ASC en relation avec les revendications du SYNAF. C'est un exemple concret qui démontre que Wilson Tilus n'est rien d'autre qu'un «*popetwal* ».

Arbitres FIFA 2022

Le 27 janvier 2022, la FIFA a publié sur son site les arbitres internationaux par fédérations. Cinq (5) Haïtiens seulement sont sur la liste, dont Smeedly Saint-Jean, qui y figure pour la première fois (2022). Ils ont reçu leur badge FIFA le 2 février 2022, à l'exception de Jean-Marc Moreau, le doyen qui a boudé la cérémonie. On connaît le caractère fort de ce monsieur qui a raté de justesse un Gold Cup, en raison d'une blessure. Une vraie déchéance, puisque Haïti était parvenue à placer 16 sur la liste FIFA, jusqu'en 2019, en plus de quatre autres non sur la liste mais habilités à diriger des matches internationaux.

À signaler que la prometteuse assistante FIFA Falone, qui a été s'installer à Port-au-Prince, comme salariée encadreuse des U14-U16 des joueuses de Camp Nous. Peut-être un suprême candidat pour d'éventuels mensonges, comme faux témoin.

Haïti liste FIFA 2022

Arbitres :

Carl-Henry Elie (M) 2018,
Patrick Sénécharles (M) 2018,
Smeedly Saint-Jean (F) 2022.

Arbitres assistants :

Falone Dieurisma (F) 2018,
Jean Marc Moreau (M) 2016.

Journal 16 -23 février 2022.qxp_HO 2/16/22 4:20 AM Page 16

Sports

Moment de réjouissances et de retrouvailles pour les Tigresses-Tigers

Par Ricot Saintil

Le cinquantième anniversaire des Tigresses-Tigers a eu, hier dimanche, au Ritz Kinam, un deuxième moment de réjouissances, d'historicité, d'histoires anecdotiques et surtout de grandes retrouvailles. Plusieurs personnalités ont participé au brunch or et champagne organisé par l'Association sportive Tigresse-Tigers, dans le cadre des festivités marquant son cinquantenaire. Anciens joueurs de volley-ball, anciennes joueuses de football et de volleyeuses des Tigresses-Tigers, amis et invités ont immortalisé l'événement placé sous le signe de l' « *Obsession de l'Excellence*», slogan mythique de l'Association. L'ambiance était festive, et tous ceux qui ont été conviés à la cérémonie ont pu assister à une célébration digne des 50 ans des Tigresses-Tigers.

Cette commémoration des Tigresses-Tigers sera célébrée jusqu'au 1er février 2023, a fait

Mercia Desroches Clergé

savoir les dirigeants de l'Association, lors du lancement des festivités, le samedi 5 février dernier. Et pour respecter leur engagement, ils ont organisé, le dimanche 13 février 2022, au Ritz Kinam, une grande cérémonie baptisée « *Brunch Or & Champagne* ». La salle réservée à cette fin a été parfaitement décorée et les invités, vêtus de toutes les couleurs, ont fait rayonner l'enceinte. Les couleurs du club, jaune et noir, ont brillé de mille feux sur les joueurs, joueuses et proches de l'Association. Pour l'occasion, les responsables ont exposé, à l'entrée du couloir principal donnant accès à la salle, réservée pour le brunch, tous les trophées glanés par l'ASTT, depuis son existence à nos jours. Les participants ont pu revivre, à travers les trophées qui charrient chacun d'entre eux, des souvenirs singuliers, l'ampleur de l'histoire gigantesque d'une association sportive dont l'écho des prouesses dépasse les frontières.

C'est l'infatigable Margarette

Nérilla Mondésir

Graham, qui a prononcé le discours de circonstance. La présidente de l'Association a présenté l'institution comme un modèle de réussite à toute épreuve. Consciente du rôle fondamental des membres fondateurs, elle n'a pas raté l'occasion de braquer les projecteurs sur ses visionnaires qui ont fait du rêve caressé pour la création d'une équipe de football féminine une réalité, sous le nom des Tigresses, devenu, par la suite, l'Association sportive des Tigresses-Tigers (ASTT). Ils ont construit l'une des plus grandes institutions du pays et du paysage sportif haïtien, selon la présidente de la Fédération haïtienne de volley-ball. « *Certains malheureusement ne sont plus de ce monde, mais, continuent de vivre à travers les Tigresses-Tigers* », a-t-elle déclaré. Elle renchérit pour dire, aux fondateurs qui sont encore vivants, que leur œuvre ne s'arrêtera pas en si bon chemin, qu'elle sera protégée et encadrée.

Suite en page 12

UNE CATASTROPHE POUR LE FOOTBALL HAITIEN

La FIFA continue de démolir le football haïtien

Rosnick Grant, c'est la cinquième personnalité de la Fédération haïtienne de football (FHF) suspendue par la FIFA. Voilà chassées les meilleures et rares ressources et les grandes valeurs du football du pays. Dès le mois d'août, Romain Molina, le raciste pseudo journaliste, toujours utilisant les colonnes du respecté quotidien anglais, comme il le fait avec une étonnante régularité, donnant la sensation que c'est lui qui dicte quoi faire à l'organisme organisateur du football mondial, en Haïti.

En effet, ce gouverneur du football haïtien avait annoncé cette suspension que la FIFA concrétise sans surprise. Sous des accusations scandaleuses, puisque non seulement les arbitres, hommes et femmes sont des adultes se retrouvant rarement ensemble (une fois l'an pour mise à jour et tests physiques), en plus, les arbitres viennent très rarement au Centre Goal. Depuis longtemps, d'ailleurs, Molina harcelait les arbitres féminines leur faisant mille offres par *WhatsApp* en échange de faux témoignages sur leurs dirigeants. Étonnant, puisque la FIFA était bien informée de cette agression sur les femmes arbitres pour écraser ce secteur que Rosnick Grant a construit avec une compétence unique en Haïti en faisant montre de courage. L'organisme mondial du foot en avait même informé ses avocats; les arbitres utilisent plutôt le Centre olympique pour les stages internationaux.

Une clique de racketteurs arbitres écartés pour incompétence (échecs dans les tests physiques, aucune compétence en langue anglaise et esprit malsain) avaient placé dans leur collimateur et sur la liste des personnes à renvoyer à la FHF remises à Monique André et Ernso Lorrence, qui assurent la jonction avec Molina, ceux-là jaloux du respect et de l'ascension que l'ingénieur Grant connaît, et surtout et dans

Suite en page 12

Le football féminin pourrait bientôt disparaître

Par Jacques Brave

Pour la deuxième semaine de suite, le plus grand faste a marqué le 50e anniversaire de l'As. Tigresses- Tigers (ASTT). La messe d'anniversaire, le week-

Nadège Pamphile

end d'avant, restera une des plus belles et touchantes célébrations d'une entité sportive auxquelles il nous a été donné d'assister dans les annales du sport haïtien. Aussi grandiose que les 50 ans du Violette, en 1968, au club Camaraderie, au Bois Verna, ou du Racing, le 23 mars 1973, au Stade Sylvio Cator.

En effet, le bonheur de l'ASTT a été la présence, 50 ans après, grâce à Dieu, encore en vie et en bonne santé, de la grande

Ginette Chérubin

majorité des acteurs et actrices ayant implanté l'œuvre; et aussi conservant encore leur élégante et fine silhouette de leurs années d'athlètes, dimanche dernier donc ce fut encore un moment d'intenses émotions lorsque Ginette Chérubin, Rose Irène Verdier, Marie Antoinette Gauthier, Jacqueline Gauthier, les pionnières de la première formation jaune et noir ont rappelé des anecdotes, remontant à plus de demi-siècle, devant d'autres coé-

Dr Marie Antoinette Gauthier

quipières de l'époque, Monique D'Meza , Kathlyne Chéry; sensation d'intenses émotions également, lorsque Hermithe Adam, Leslie Eugène Larrieux, Marina Gourgue, Rachelle Pierre-Louis, les toutes première volleyeuses, dans une réminiscence superbe, remontent plus de 40 ans dans le temps pour faire frémir l'assistance, et même faire pleurer leur tout premier coach, le colonel Emmanuel Azémar, encore plus ému lorsque le nom du principal

Melchie Daëlle Dumornay

promoteur de cette œuvre, le Dr Yves (Dadou) Jean-Bart, recevant une monstre ovation de l'assistance, a été évoqué par la présidente, Mme Margarette Graham.

Et après !

Plus que jamais, la question est à l'ordre du jour, le football féminin vivra t'il au-delà de 50 ans, car la mort paraît imminente.

On se demande si ceux qui ont payé Romain Molina pour écrire ses monstruosités sur le football féminin ne nourrissait pas un préjugé spécial que seuls des pays voyant la masse d'argent que charrie la cause féministe doit rester l'apanage des grandes organisations, qui brassent des millions en dénonçant, à tort ou à raison, pour amasser des millions sachant que de par le monde il y aura toujours des affairistes genre Monique André, Carlo Marcelin, Fénélus Guerrier, Preméus Jasmin, Hycaine Lafleur, Gisèle Saint-Hilaire à vouloir sacrifier leur âme et le plus beau programme de football féminin pour un pays pauvre jamais lancé.

En 2010, le constat est patent pour le football. Aucun moyen de devenir compétitif, si, comme

Suite en page 12